

ΙΟΝΙΟ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ

ΣΧΟΛΗ ΑΝΘΡΩΠΙΣΤΙΚΩΝ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΤΜΗΜΑ ΞΕΝΩΝ ΓΛΩΣΣΩΝ, ΜΕΤΑΦΡΑΣΗΣ ΚΑΙ ΔΙΕΡΜΗΝΕΙΑΣ



ΠΤΥΧΙΑΚΗ ΕΡΓΑΣΙΑ

ΜΕ ΘΕΜΑ:

Μετάφραση και Σχολιασμός της «Παρουσίασης της ενημερωτικής έκθεσης σχετικά με την ευρωπαϊκή μεταρρύθμιση του δικαιώματος ασύλου» (2019), του κ. Ludovic Mendes και της κ. Marietta Karamanli.

ΤΗΣ ΦΟΙΤΗΤΡΙΑΣ

ΧΕΛΙΔΩΝΗ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ (Ξ2017007)

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΕΠΟΠΤΕΙΑΣ:

ΠΟΛΙΤΗΣ ΜΙΧΑΛΗΣ (Αναπληρωτής Καθηγητής)

ΚΑΡΛΑΦΤΗ-ΜΟΥΡΑΤΙΔΗ ΦΩΤΕΙΝΗ (Μέλος Ε.ΔΙ.Π.)

ΚΕΡΚΥΡΑ, ΙΟΥΝΙΟΣ 2021

ΕΥΧΑΡΙΣΤΙΕΣ

Πρώτα απ' όλα, θα ήθελα να ευχαριστήσω τον επιβλέποντα καθηγητή μου κ. Μιχάλη Πολίτη, Αναπληρωτή Καθηγητή Οικονομικής Μετάφρασης από τα Γαλλικά προς τα Ελληνικά στο Τμήμα Ξένων Γλωσσών, Μετάφρασης και Διερμηνείας του Ιονίου Πανεπιστημίου, για τη συνεργασία μας και το ενδιαφέρον του σε όλο το διάστημα εκπόνησης της πτυχιακής μου εργασίας, η οποία ολοκληρώθηκε με επιτυχία χάρη στις πολύτιμες συμβουλές και παρατηρήσεις του.

Οφείλω, επίσης, να ευχαριστήσω την κ. Φωτεινή Καρλάφτη-Μουρατίδη, μέλος Ε.ΔΙ.Π. στο ίδιο Τμήμα με γνωστικό αντικείμενο τη μετάφραση οικονομικών, νομικών και πολιτικών κειμένων από τα Γαλλικά προς τα Ελληνικά, και αντιστρόφως, και την Ιστορία του Δικαίου, για την προθυμία της να συμμετάσχει στην Επιτροπή Εποπτείας της πτυχιακής μου εργασίας καθώς και για την εμπιστοσύνη που μου έδειξε από την έναρξη της εν λόγω εργασίας έως και την περάτωσή της.

Τέλος, θα ήθελα να εκφράσω την ευγνωμοσύνη μου στους γονείς μου τόσο για την ηθική όσο και για την οικονομική τους υποστήριξη κατά τη διάρκεια των προπτυχιακών μου σπουδών.

ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

ΠΡΟΛΟΓΟΣ.....	5
ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ ΚΕΙΜΕΝΟ	6
ΜΕΤΑΦΡΑΣΜΑ.....	15
ΣΧΟΛΙΑΣΜΟΣ.....	24
ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	31
ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ.....	33

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Η παρούσα πτυχιακή εργασία με τίτλο *Μετάφραση και Σχολιασμός της «Παρουσίασης της ενημερωτικής έκθεσης σχετικά με την ευρωπαϊκή μεταρρύθμιση του δικαιώματος ασύλου» (2019), του κ. Ludovic Mendes και της κ. Marietta Karamanli* εκπονήθηκε στο πλαίσιο των προπτυχιακών μου σπουδών στο Τμήμα Ξένων Γλωσσών, Μετάφρασης και Διερμηνείας της Σχολής Ανθρωπιστικών Επιστημών του Ιονίου Πανεπιστημίου κατά το ακαδημαϊκό έτος 2020-2021. Η συγκεκριμένη εργασία, που αποτελείται κατά κύριο λόγο από τη μετάφραση της ενημερωτικής έκθεσης της Γαλλικής Εθνοσυνέλευσης, επικεντρώνεται στο δικαίωμα ασύλου, ένα διαχρονικά επίκαιρο θέμα τόσο της ευρωπαϊκής όσο και της ελληνικής πραγματικότητας.

Όσον αφορά τη δομή της εργασίας αυτής, στην αρχή παρατίθεται το πρωτότυπο κείμενο έκτασης περίπου 4000 λέξεων, το οποίο εντόπισα στην επίσημη ιστοσελίδα της Γαλλικής Εθνοσυνέλευσης. Στη συνέχεια, ακολουθεί η μετάφραση του πρωτοτύπου καθώς και ο σχολιασμός έκτασης 3000 λέξεων. Τέλος, στον εν λόγω σχολιασμό, μέσα από τη σύγκριση πρωτοτύπου και μεταφρασμένου κειμένου, παρουσιάζονται τα προβλήματα που αντιμετώπισα κατά τη διαδικασία της μετάφρασης ενώ αιτιολογούνται και οι μεταφραστικές στρατηγικές που εφάρμοσα για την επίλυσή τους.

ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ ΚΕΙΜΕΝΟ

PRÉSENTATION DU RAPPORT D'INFORMATION DE M. LUDOVIC MENDES ET MME MARIETTA KARAMANLI SUR LA RÉFORME EUROPÉENNE DU DROIT D'ASILE

Jeudi 17 octobre 2019

M. Ludovic Mendes, rapporteur. Nous allons vous présenter rapidement notre rapport, fruit d'un travail de près d'un an et demi. Les questions migratoires sont une actualité continue. Chacun a bien en tête les débats, en séance publique ou ailleurs, qui ont lieu à ce sujet. Parmi ce flot continu d'informations et de prises de position, une question doit être traitée à part : c'est celle de l'asile.

Avec la Convention de Genève de 1951, le droit d'asile s'affirme comme un droit à l'asile, parce que l'on estime que les personnes qui le sollicitent ont un besoin de protection, qu'il est du devoir moral des États démocratiques de satisfaire.

Les États membres de l'Union européenne, qui font partie d'une communauté d'intérêts et de destin, ont décidé de se doter d'un cadre juridique commun pour traiter des demandes d'asile, puis pour organiser l'accueil des réfugiés. Ce cadre européen a montré ses faiblesses. En 2015, ce sont plus d'1,2 million de personnes qui ont formé une demande de protection internationale auprès des pays européens. Avec ces flux importants de demandeurs d'asile, dont certains déposent des demandes multiples dans plusieurs pays, le système construit autour du règlement Dublin III s'est enrayé.

La Commission européenne a proposé, dès 2016, un paquet de sept textes interdépendants, afin de trouver un équilibre juridique, et de répondre à l'insatisfaction des pays les plus confrontés au devoir d'accueil. C'est ce projet de réforme, appelé « paquet asile », que notre rapport se propose d'éclairer. Avec ma collègue, nous avons souhaité l'accompagner d'une proposition de résolution, car nous estimons qu'il est urgent que les gouvernements, et à travers eux le Conseil, affrontent enfin la complexité d'une réforme indispensable.

Cette conviction est nourrie par des constats que nous avons pu faire nous-mêmes au cours de nos déplacements. Nous nous sommes rendus en Grèce en novembre dernier, où nous avons pu constater les difficultés des autorités locales à faire face à l'afflux de demandeurs d'asile. Un an plus tard, la situation humanitaire dans les îles grecques est toujours dramatique, et le camp de Moria a un taux d'occupation de 400%.

Nous sommes désormais face au paradoxe malheureux d'une situation d'urgence devenue durable. Malgré cette urgence, nous avons dû faire un constat, qui occupe la première partie de notre rapport : en retraçant les négociations européennes autour du paquet asile, nous avons établi, pour le moment, l'histoire d'un blocage.

Nous avons souhaité expliquer les objectifs des sept propositions originelles de la Commission. D'une part, il s'agit de renforcer la solidarité entre les États membres, notamment par la proposition d'un mécanisme de réinstallation. C'est ce mécanisme qui a été vivement attaqué par les États du groupe de Visegrád, Hongrie et Pologne en tête, et qui a précipité le blocage des discussions. D'autre part, la Commission a insisté sur l'aspect sécuritaire de la réforme de l'asile, en cherchant à lutter contre les mouvements secondaires sur le territoire européen par le renforcement des sanctions contre les demandeurs d'asile en fuite. Aussi, les négociations sont restées bloquées au niveau du Conseil, sauf sur les textes les plus consensuels. La raison à cela est un désaccord majeur sur la nature de la solidarité qui doit lier les États membres dans la gestion des demandes d'asile.

Mme Marietta Karamanli, rapporteure. Devant cet échec provisoire, mon co-rapporteur et moi-même nous sommes mis d'accord tant sur le diagnostic, notamment à partir des constats faits sur le terrain et des échanges que nous avons eus lors des auditions, que sur les propositions. Nos points d'accord tiennent à quatre principes cardinaux : solidarité entre les États, harmonisation, respect de la dignité et respect des droits humains.

Sur le paquet asile en lui-même, nous considérons que le fait d'avoir recours majoritairement à des règlements pour mettre en place cette réforme est un bon procédé. Cela permet de guider les États vers des réformes. Toutefois, il faudra sans doute dissocier l'adoption des différents textes afin de permettre leur adoption, qui est en l'état bloquée par une logique de « tout ou rien », ce qui n'est ni efficace, ni cohérent. À défaut d'avancer progressivement, on n'avance pas. C'est par pragmatisme que nous faisons cette proposition.

Ensuite, au terme de nos échanges, nous sommes convenus d'une position résolument engagée en faveur de plus de solidarité entre les États membres, qui ne soit ni dogmatique, ni utopique, mais opérationnelle. Une solidarité digne de ce nom ne peut pas prendre seulement la forme d'un soutien financier. En effet, le régime européen de l'asile, tel qu'il est actuellement conçu, fait peser des charges disproportionnées sur certains États, parce qu'ils sont aux frontières de l'Europe. Tous les pays ne sont pas égaux face à l'arrivée des migrants demandant l'asile. Des pays comme la Grèce et l'Italie, du fait de leur situation géographique, font face à des flux migratoires très importants depuis 2015 et ont le sentiment d'être quelque peu délaissés par les autres États membres, qui n'ont pas toujours voulu comprendre combien cette crise migratoire pouvait mettre à mal la cohésion sociale de certains territoires. Cette situation est inquiétante, et elle a des conséquences sur la manière dont sont traités les demandeurs d'asile.

C'est pour cela que nous pensons qu'il faut continuer à rapprocher les systèmes nationaux, en renforçant la législation commune, et en dotant les agences européennes qui interviennent dans le champ de l'asile de moyens plus étendus.

Le droit d'asile est traversé par une contradiction puissante : il y a, d'un côté, le principe intangible de la souveraineté nationale, parce que ce sont les États qui accordent la protection ; de l'autre, il y a la question de la dignité des personnes ayant un besoin constaté de

protection internationale. Il est important de trouver un cadre stable et évolutif pour l'organiser, ce qui renvoie aux valeurs et idéaux des droits de l'Homme.

Nos propositions tendent à concilier ces deux impératifs.

Ainsi, le nouveau règlement Dublin devrait mieux prendre en compte la réalité des demandes d'asile dans la détermination de l'État responsable du traitement d'une demande. Nous estimons qu'une plus grande souplesse doit permettre d'échapper plus souvent au critère de l'État de première entrée. C'est une nécessité au regard des raisons qui poussent à demander l'asile dans un pays plutôt que dans un autre : ce peut être la connaissance de la langue, la présence de la famille, ou encore d'une importante diaspora. Prendre en compte ces critères est la clé de l'intégration future.

La proposition du Parlement européen sur ce texte en tient compte, et propose un mécanisme de répartition permanent, qui ne soit pas limité aux seuls cas de crise migratoire. Cette position nous semble à la fois plus réaliste et plus rationnelle.

M. Ludovic Mendes, rapporteur. J'aimerais dire un mot de l'aspect plus organisationnel de la réforme. D'abord, nous pensons profondément que la coopération européenne en matière d'asile doit avoir pour but, à terme, de permettre une reconnaissance mutuelle des décisions relatives à l'asile. Pour y parvenir, il faut que les autorités nationales partagent la même interprétation de la Convention de Genève et du droit européen. Dans l'idéal, les autorités nationales responsables des demandes seraient toutes indépendantes, à l'image de l'OFPRA, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, qui est pour l'instant plutôt l'exception en Europe.

Ensuite, comme le droit d'asile est lié à la situation du pays d'origine du demandeur, il apparaît indispensable que les États membres partagent une même définition du concept de pays d'origine sûr. Par exemple, il est assez étonnant que la France accorde massivement l'asile aux ressortissants afghans, tandis que l'Allemagne considère qu'il est possible d'avoir recours à « l'asile interne », c'est-à-dire de déménager dans son propre pays pour être en sécurité. Pour que ces différences cessent, la future Agence de l'Union européenne pour l'asile devrait consolider son rôle actuel, en déterminant des méthodes de suivi de la situation géopolitique des pays d'origine. Elle pourra aussi être chargée de la définition d'une liste de pays d'origine que tous les États considèrent unanimement comme sûrs. Cela signifie qu'il doit être plus rapide de traiter ces demandes, et de débouter les personnes originaires de pays sûrs.

Cela implique aussi de suivre avec attention l'évolution des flux de demandes d'asile, quand ils proviennent d'États qui bénéficient de la libéralisation du régime de visas. C'est pour cette raison que nous prônons une approche globale des migrations : le statut de réfugié ne doit pas être dévoyé, mais cela invite, en parallèle, à développer des voies de migration sûres et légales vers l'Union européenne.

Pour ce qui est de la situation concrète des personnes, il faut aussi que tous les États membres aient la même façon d'accueillir les demandeurs d'asile en attente de traitement de leur dossier. L'Agence pour l'asile pourrait avoir un droit de regard sur les pratiques nationales, afin qu'elles s'alignent sur un standard minimal. À cet égard, nous avons tous les deux été frappés par le manque d'informations pratiques à disposition des migrants dans les *hotspots* que nous avons visités. Avoir accès aux informations pratiques, dans sa langue, est pourtant indispensable.

Mme Marietta Karamanli, rapporteure. Pour nous guider dans notre réflexion, nous nous sommes appuyés sur le critère de la vulnérabilité, littéralement l'état de ce qui peut être atteint et attaqué, qui est un mot récurrent lorsqu'on évoque les questions d'asile. Nous pensons qu'il est de notre devoir de garantir aux personnes les plus fragiles l'accès à la protection internationale. C'est l'histoire du XXe siècle et de ses désastres passés qui ont amené l'adhésion des États à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Pour les situations de crise, cela passe par la réinstallation directe depuis des zones déstabilisées. Des couloirs humanitaires ont déjà été mis en place dans le passé, par exemple au Liban ; je crois que de nouvelles crises proches se prêteront à ce dispositif.

Nous avons aussi repris à notre compte une proposition qui a déjà été formulée dans le passé : celle de délivrer des visas *ad hoc* pour demander l'asile. On permet ainsi aux personnes d'accéder au territoire européen, ce qui leur évite un voyage long et périlleux. C'est aussi un moyen de contourner l'économie souterraine criminelle qui nourrit les réseaux de passeurs, et contre lesquels nous appelons à mettre en place une coopération judiciaire spécifique et renforcée au niveau européen.

Enfin, parmi les personnes les plus vulnérables, il y a les mineurs qui se trouvent seuls sur le territoire européen. Pour eux, nous pensons qu'il est indispensable de poursuivre la construction d'un cadre juridique européen qui soit adapté à leur situation particulière. À ce stade, chaque pays détermine l'âge des mineurs non accompagnés selon une technique propre. Si le statut de mineur ne leur est pas reconnu, des droits spécifiques ne sont pas accordés - par exemple une représentation pour faire leur demande d'asile - et ces jeunes sont à la merci des dangers de la rue et de la menace du trafic d'êtres humains. Pour eux, en particulier, nous souhaitons rappeler l'étymologie du mot asile : il vient du grec ancien ἄσυλος, qui signifie « inviolable ». Nous souhaitons que l'Union européenne soit à la hauteur de l'enjeu, moral et historique, de toujours garantir à ceux qui en ont besoin une protection contre les plus grands dangers. Cette mission nous oblige, mais elle nous honore.

M. Ludovic Mendes, rapporteur. Notre rapport dresse donc un bilan et des propositions sur la réforme européenne du droit d'asile, mais invite à une réflexion plus large sur les dispositifs complémentaires. En tout état de cause, nous souhaitons voir un dénouement rapide au dossier, et attendons de l'installation des nouvelles institutions des orientations fortes dans ce domaine.

M. André Chassaigne. Je n'ai malheureusement pas eu le temps de lire le rapport dans son intégralité, en cette période budgétaire où les réunions de commissions sont très nombreuses. J'ai cependant étudié la proposition de résolution des rapporteurs, sur laquelle je m'abstiendrai.

Pour ce qui concerne la prise en compte de l'asile au niveau européen, les députés communistes estiment qu'il y a actuellement en Europe une agitation fantasmée du spectre de la pression migratoire, qui conduit à une vision sécuritaire et répressive. Il faut être extrêmement attentif à s'opposer à toute volonté de mettre en œuvre une politique contre les migrants, qui ne tienne pas compte des réalités qui ont conduit à l'augmentation du nombre de migrants dans l'Union européenne.

Je voudrais également rappeler les chiffres. En France, il y a 7,1 % d'étrangers, proportion stable depuis plus d'un siècle, ce qui dément le fantasme d'une immigration massive véhiculé par la droite et l'extrême-droite. La France accueille depuis dix ans environ 200 000 personnes par an, soit 0,3 % de la population. Cet accueil doit être fondé sur le respect des droits.

Enfin, le droit d'asile en France est un droit fondamental profondément ancré dans notre tradition républicaine. Il faut porter cette éthique du droit d'asile au niveau européen. En France, c'est un droit constitutionnel inscrit dans le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et, vous l'avez rappelé, une obligation internationale qui repose sur la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Il est bon d'avoir fondé votre travail sur la prise en compte de cette convention.

M. Thierry Michels. Je tiens tout d'abord à remercier les rapporteurs pour la qualité de leur travail. Le délai nécessaire à l'élaboration de ce rapport reflète la difficulté des États membres de l'Union européenne à collaborer sur la question migratoire et plus particulièrement sur la répartition des demandeurs d'asile. La question migratoire se double en réalité d'une interrogation sur le droit d'asile qui s'impose aux pays européens conformément aux valeurs de l'Union européenne. Je souhaiterais poser deux questions : d'une part, le rapport met en relief les initiatives de certains États membres pour mettre en œuvre une coopération informelle renforcée en matière de répartition automatique des demandeurs d'asile. Quelle appréciation portez-vous sur ce régime à deux vitesses de la répartition des demandeurs d'asile ? Estimez-vous que cette voie devrait être poursuivie dans l'hypothèse où les négociations communes ne progresseraient pas ? D'autre part, la future Commission présidée par Mme Ursula von der Leyen, pourra-t-elle apporter un souffle nouveau permettant à l'Europe de progresser sur ces sujets, et si oui, de quelle manière ?

Mme Constance Le Grip. Je souhaiterais présenter quelques observations générales avant de reprendre ultérieurement la parole, avec l'autorisation de Mme la Présidente, lors de l'examen de la proposition de résolution. Au nom du groupe les Républicains, je tiens en effet à rappeler les éléments suivants : personne ne remet bien évidemment en cause le droit d'asile au sein de la droite républicaine. Nous ne sommes pas habités par des fantasmes sécuritaires.

Nous appartenons à une famille politique qui a toujours fait face avec responsabilité aux différents défis, sans s'écarter des valeurs républicaines et européennes.

Le rapport fait état d'un constat que nous pouvons partager : la crise des réfugiés a révélé les défaillances de la politique migratoire et du droit d'asile dans l'Union européenne et un certain nombre de défis migratoires sont encore à venir. La crise survenue en 2015 a profondément déstabilisé un certain nombre d'États membres de même, à certains égards, que les institutions européennes. Elle a certainement contribué à la progression de l'euroscepticisme voire de l'europhobie. Il faut donc en tirer quelques leçons et se préparer à un avenir, qui pourrait être relativement difficile à affronter, compte tenu des perspectives démographiques, notamment en Afrique.

Mme Marguerite Deprez-Audebert. Au groupe Modem, comme vous le savez, nous sommes très sensibles à la problématique du droit d'asile, Mme de Sarnez s'étant notamment exprimée à ce sujet, récemment lors du débat sur l'immigration. Il y a urgence à recentrer notre politique de l'asile sur ceux qui sont réellement exposés à la persécution et à la guerre dans leur pays, et ce, par étapes, dans un cadre européen harmonisé que vous vous êtes efforcé de dessiner. Nous approuvons le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions prises pour éviter le réexamen des dossiers déjà traités par un partenaire européen. Nous pensons qu'il est nécessaire de faire converger les taux de reconnaissance du statut de réfugié, les pratiques et les procédures, de réduire la durée de l'instruction des dossiers pour des raisons, à la fois pratiques et humaines - le traitement des demandes d'asile en France est effectué en moyenne en douze mois -, de mettre en œuvre une politique d'aide au retour plus efficace et enfin d'accorder la priorité aux publics les plus vulnérables, tels que les mineurs.

Mme Danièle Obono. Votre rapport apporte des éléments très utiles dans le contexte des débats actuels sur la politique migratoire. D'un point de vue un peu plus général, il me semble cependant y manquer une mise en perspective globale des phénomènes liés au droit d'asile. Le rapport présente certes des données relatives à la crise de l'accueil, entre 2015 et 2018. Il est cependant important, y compris pour échapper aux clichés et à l'instrumentalisation de la crise de l'accueil, de souligner que l'Union européenne n'est pas la première région de destination ni d'accueil des réfugiés. Des éléments relatifs aux comparaisons internationales mériteraient d'être pris en considération dans l'approche française et européenne pour montrer comment les pays et régions qui témoignent de la plus grande solidarité envers les réfugiés organisent cet accueil. Cela permettrait d'alimenter, au niveau international, au sein de l'ONU, la réflexion sur la prise en charge de la question à l'échelle mondiale. Cette dimension fait trop souvent défaut au niveau européen alors même que l'Union européenne pourrait jouer un rôle moteur en la matière.

Je souhaiterais interpellier les rapporteurs sur deux points : premièrement, avez-vous eu la possibilité d'examiner la problématique internationale au cours des travaux préparatoires au rapport ? Deuxièmement, concernant l'anticipation et la prévision des demandes d'asile, le groupe La France insoumise souhaite attirer l'attention sur la notion d'asile climatique et humanitaire. Le rapport fait référence à de tels dispositifs d'asile en matière humanitaire. Il

nous semble en réalité nécessaire de prendre en compte, au titre de la Convention de Genève de 1951, la notion d'asile climatique en vue d'anticiper ce qui va devenir une problématique mondiale et qui, exposant prioritairement les pays du Sud, obligera la solidarité européenne compte tenu de ses valeurs et de ses responsabilités.

Mme Aude Bono-Vandorme. Je souhaiterais interroger les rapporteurs sur une question précise : l'opération Sophia avait été décidée en 2015 après le naufrage au large de l'île de Lampedusa qui avait fait 800 victimes. L'Italie en assurait le commandement et son quartier général se trouvait à Rome. Cette opération a été partiellement suspendue en mars 2019 après la décision de l'Union européenne de ne plus envoyer de navires croiser au large des côtes libyennes en raison du refus du gouvernement italien d'accepter le débarquement des naufragés. Au début du mois de septembre dernier, le comité politique et de sécurité de l'UE a néanmoins prorogé de six mois l'opération Sophia, jusqu'au 31 mars 2020, mais avec des capacités d'action réduites aux seules surveillances aériennes. Compte tenu du retrait de l'ancien ministre de l'intérieur italien et de l'accord provisoire de La Valette, estimez-vous qu'une reprise des missions de recherche et de sauvetage par des navires de l'Union européenne soit possible et souhaitable ?

Mme la Présidente Sabine Thillaye. Je souhaiterais vous poser également une dernière question. L'on a constaté l'existence d'un blocage au sein du Conseil européen où s'affrontent trois groupes : les États, premiers pays d'accueil favorables, à juste titre, à davantage de solidarité, les pays du groupe de Visegrád, qui font bloc contre et, entre ces deux premiers groupes, des États tels que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, davantage concernés par les mouvements secondaires, qui sont à la recherche d'un point d'équilibre. Observe-t-on actuellement une évolution de ces positions respectives ou bien s'agit-il d'un *statu quo* ?

Mme Marietta Karamanli, rapporteure. Permettez-moi, tout d'abord, chers collègues, de vous remercier pour vos remarques et réflexions. Je me rends compte que nous partageons, en majorité, les mêmes préoccupations qui sont d'ailleurs exprimées dans notre rapport. Je souscris aux propos de M. Chassaigne sur le fait qu'il ne faut pas céder aux fantasmes sur le nombre de réfugiés. Examinons plutôt les chiffres : en 2015, 1,3 million de réfugiés ; en 2016, 1,2 million et en 2018, 650 000. La tendance est donc à la baisse. Au sein de l'Union européenne, il convient, au-delà de ces chiffres, de développer l'esprit de solidarité qui a nous a fait défaut au cours de la période récente et qui a conduit à des situations telle que celle que nous avons connue en Italie. Je rejoins également Mme Obono sur la question des mouvements internationaux, qui a déjà été abordée dans de précédents rapports. Le cadre du présent rapport, qui ne porte pas sur l'aspect international mais sur le « paquet asile », est nécessairement plus restreint. Nous n'omettons pas cependant de rappeler qu'au-delà de l'Union européenne, les mouvements de migrants affectent particulièrement d'autres États ou continents tels que l'Afrique. Nous avons recueilli des informations à ce sujet, au cours de nos auditions, notamment du Haut Comité aux Réfugiés (HCR).

Se placer dans le cadre du droit d'asile et du respect de la Convention de 1951 permet également, vous l'avez mentionné, Mme la Présidente, de souligner l'existence d'un blocage,

ainsi qu'en atteste la durée de l'élaboration de notre rapport. De fait, il a été parfois difficile d'obtenir des réponses à certaines de nos questions. L'adoption d'une proposition de résolution doit permettre d'envoyer un message à la future Commission européenne et au nouveau Parlement européen. Tel est bien notre rôle en tant que parlementaires nationaux.

La situation reste malheureusement bloquée à l'heure actuelle et il est probable que nous soyons amenés à intervenir de nouveau, lors de l'examen de textes par voie de communication. À cet égard, nous formulons dans notre proposition de résolution européenne une proposition pragmatique : nous ne pouvons plus continuer dans l'Union européenne à examiner des textes par paquet, car cela constitue en définitive un facteur de blocage, au détriment des textes les plus susceptibles de recueillir un accord. Dans l'idéal, cette méthode semble efficace pour faire progresser simultanément un ensemble de textes, mais en réalité, cela ne fonctionne pas, en particulier dans cette matière sensible.

Madame Le Grip, je tiens à rappeler que la solidarité n'est pas contradictoire avec la responsabilité. Or l'Union européenne a manqué de solidarité ces dernières années. Madame Deprez-Audebert, il n'est pas possible de réduire davantage les délais : nous l'avons fait, mais nous ne pouvons pas aller plus loin. Nous essayons de rendre plus efficaces les procédures de retour. Il était nécessaire d'augmenter les moyens alloués à Frontex. S'agissant de l'opération Sophia, il a été décidé de la prolonger, car les sauvetages en mer sont nécessaires pour sauver des vies.

M. Ludovic Mendes, rapporteur. Notre rapport ne s'est pas concentré sur la dimension internationale, car il portait sur le « Paquet asile ». Dans ce cadre, il est problématique que chaque avancée ait été suivi d'un recul, et que chaque sommet ait été l'occasion d'un changement de position. Dans cette situation de blocage, provoquée notamment par les pays de l'Est, la France est le pays qui a le plus fait bouger les lignes.

L'opération Sophia doit être mise en perspective avec la proposition de réfléchir à de nouvelles voies de migration et de mettre en place des centres d'accueil et d'information des demandeurs d'asile dans d'autres territoires. Il faut définir des voies légales pour lutter contre les passeurs. La réponse doit être humanitaire, et pas seulement sécuritaire.

Mme Marietta Karamanli, rapporteure. S'agissant du mécanisme de relocalisation, on constate une Europe à deux vitesses. La France a participé au dispositif, et la coopération avec la Grèce et l'Italie a bien fonctionné. Notre intention n'est pas de donner des leçons, mais de trouver les moyens d'avancer en s'appuyant sur des constats. À cet égard, notre rapport comprend une liste de propositions, parmi lesquelles : la refonte de la solidarité européenne en s'appuyant sur des dispositifs connexes à l'asile, comme le développement de voies légales ; l'harmonisation des procédures d'accueil ; l'exercice effectif du droit d'asile en garantissant le respect des droits fondamentaux ; le refus du concept de pays tiers sûrs. Il s'agit donc d'avancer de manière volontariste, en garantissant le respect des droits fondamentaux.

M. Ludovic Mendes, rapporteur. Nous sommes confrontés à une Europe, non pas à deux, mais à trois vitesses : les pays qui acceptent la solidarité - notamment la France, l'Allemagne,

l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Luxembourg ; ceux qui la refusent - notamment la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ; ceux qui attendent - essentiellement les pays du Nord. Ce blocage nourrit le populisme nationaliste, cause du tort à l'Europe, et peut même causer sa perte.

Mme la Présidente Sabine Thillaye. La discussion sur le rapport est close et nous en venons à l'examen de la proposition de la résolution.

ΜΕΤΑΦΡΑΣΜΑ

ΠΑΡΟΥΣΙΑΣΗ ΤΗΣ ΕΝΗΜΕΡΩΤΙΚΗΣ ΕΚΘΕΣΗΣ ΤΟΥ Κ. LUDOVIC MENDES ΚΑΙ ΤΗΣ Κ. MARIETTA KARAMANLI ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΜΕΤΑΡΡΥΘΜΙΣΗ ΤΟΥ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΟΣ ΑΣΥΛΟΥ

Πέμπτη 17 Οκτωβρίου 2019

Κ. Ludovic Mendes, εισηγητής. Θα σας παρουσιάσουμε γρήγορα την έκθεσή μας, αποτέλεσμα εργασίας σχεδόν ενάμισι έτους. Τα θέματα μετανάστευσης βρίσκονται συνεχώς στην επικαιρότητα. Όλοι θυμούνται τις συζητήσεις που διεξήχθησαν σε δημόσιες συνεδριάσεις ή αλλού σχετικά με το συγκεκριμένο θέμα. Μεταξύ αυτής της συνεχούς ροής πληροφοριών και απόψεων, ένα ζήτημα πρέπει να εξεταστεί χωριστά και αυτό είναι το ζήτημα του ασύλου.

Με τη Σύμβαση της Γενεύης του 1951, το δικαίωμα ασύλου επιβεβαιώνεται ως δικαίωμα στο άσυλο, επειδή θεωρείται ότι όσοι το ζητούν έχουν ανάγκη προστασίας, η ικανοποίηση της οποίας είναι ηθικό καθήκον των δημοκρατικών κρατών.

Τα κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης, που ανήκουν σε μία κοινότητα συμφερόντων με κοινό πεπρωμένο, αποφάσισαν να υιοθετήσουν ένα κοινό νομικό πλαίσιο για την εξέταση των αιτήσεων ασύλου και, στη συνέχεια, για την οργάνωση της υποδοχής των προσφύγων. Αυτό το ευρωπαϊκό πλαίσιο παρουσίασε αδυναμίες. Το 2015, περισσότερα από 1,2 εκατομμύρια άτομα υπέβαλαν αίτηση διεθνούς προστασίας στις ευρωπαϊκές χώρες. Με αυτές τις σημαντικές ροές των αιτούντων άσυλο, μερικοί από τους οποίους καταθέτουν πολλαπλές αιτήσεις σε διάφορες χώρες, το σύστημα που δημιουργήθηκε βάσει του Κανονισμού Δουβλίνο III ανεκόπη.

Από το 2016, η Ευρωπαϊκή Επιτροπή πρότεινε ένα πακέτο επτά αλληλοεξαρτώμενων κειμένων, προκειμένου να βρει μία νομική ισορροπία και να ανταποκριθεί στη δυσανεμία των χωρών που αντιμετωπίζουν σε μεγαλύτερο βαθμό την υποχρέωση υποδοχής. Πρόκειται για αυτό το σχέδιο μεταρρύθμισης, που ονομάζεται «δέσμη μέτρων για το άσυλο», το οποίο η έκθεσή μας προτίθεται να αποσαφηνίσει. Με τη συνάδελφό μου, θέλαμε να το συνοδεύσουμε με μία πρόταση ψηφίσματος, διότι πιστεύουμε ότι πρέπει επείγοντως οι κυβερνήσεις, και μέσω αυτών το Συμβούλιο, να αντιμετωπίσουν επιτέλους την πολυπλοκότητα μίας αναγκαίας μεταρρύθμισης.

Αυτή η πεποίθηση ενισχύεται από τις διαπιστώσεις που καταφέραμε να κάνουμε οι ίδιοι κατά τη διάρκεια των μετακινήσεών μας. Μεταβήκαμε στην Ελλάδα τον περασμένο Νοέμβριο, όπου μπορέσαμε να διαπιστώσουμε τη δυσκολία των τοπικών αρχών να αντιμετωπίσουν την εισροή των αιτούντων άσυλο. Ένα χρόνο αργότερα, η ανθρωπιστική κατάσταση στα ελληνικά νησιά είναι ακόμη δραματική και ο καταυλισμός στη Μόρια έχει ποσοστό πληρότητας 400%.

Είμαστε πλέον αντιμέτωποι με το ατυχές παράδοξο μίας κατάστασης έκτακτης ανάγκης που έχει γίνει μόνιμη. Παρά την έκτακτη αυτή ανάγκη, έπρεπε να κάνουμε μία διαπίστωση, η οποία καταλαμβάνει το πρώτο μέρος της έκθεσής μας. Παρακολουθώντας τις ευρωπαϊκές διαπραγματεύσεις γύρω από τη δέσμη μέτρων για το άσυλο, έχουμε δημιουργήσει, προς το παρόν, την ιστορία ενός αδιεξόδου.

Θέλαμε να εξηγήσουμε τους στόχους των επτά αρχικών προτάσεων της Επιτροπής. Αφενός, πρόκειται για την ενίσχυση της αλληλεγγύης μεταξύ των κρατών μελών, κυρίως μέσω της πρότασης ενός μηχανισμού επανεγκατάστασης. Αυτός είναι ο μηχανισμός στον οποίο ασκήθηκε έντονη κριτική από τα κράτη της ομάδας του Βίσεγκραντ, με επικεφαλής την Ουγγαρία και την Πολωνία, και ο οποίος επιτάχυνε το αδιέξοδο των συζητήσεων. Αφετέρου, η Επιτροπή επέμεινε στην πτυχή της ασφάλειας της μεταρρύθμισης του ασύλου, επιδιώκοντας να καταπολεμήσει τις δευτερεύουσες μετακινήσεις στο ευρωπαϊκό έδαφος μέσω της ενίσχυσης των κυρώσεων κατά των φυγάδων αιτούντων άσυλο. Επίσης, οι διαπραγματεύσεις παρέμειναν μπλοκαρισμένες σε επίπεδο Συμβουλίου, εκτός όσων σχετίζονταν με τα πιο συναινετικά κείμενα. Ο λόγος για αυτό είναι μία μεγάλη διαφωνία αναφορικά με τη φύση της αλληλεγγύης που πρέπει να δεσμεύει τα κράτη μέλη στη διαχείριση των αιτήσεων ασύλου.

K. Marietta Karamanli, εισηγήτρια. Ενόψει της προσωρινής αυτής αποτυχίας, ο συνεισηγητής μου και εγώ συμφωνήσαμε τόσο για τη διάγνωση, κυρίως με βάση τις διαπιστώσεις που έγιναν επιτόπου και τις συζητήσεις που είχαμε κατά τη διάρκεια των ακροάσεων, όσο και για τις προτάσεις. Τα σημεία συμφωνίας μας βασίζονται σε τέσσερις βασικές αρχές: αλληλεγγύη μεταξύ των κρατών, εναρμόνιση, σεβασμός της αξιοπρέπειας και σεβασμός των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Όσον αφορά την ίδια τη δέσμη μέτρων για το άσυλο, θεωρούμε ότι είναι μία καλή διαδικασία το γεγονός ότι προσφεύγουμε κυρίως σε κανονισμούς για την εφαρμογή αυτής της μεταρρύθμισης. Αυτό καθιστά δυνατή την καθοδήγηση των κρατών προς τις μεταρρυθμίσεις. Εντούτοις, θα πρέπει αναμφίβολα να αποσυνδεθεί η υιοθέτηση διαφόρων κειμένων προκειμένου να επιτραπεί η υιοθέτησή τους, η οποία σήμερα εμποδίζεται από τη λογική «όλα ή τίποτα», που δεν είναι ούτε αποτελεσματική ούτε συνεκτική. Εάν δεν προχωρήσουμε σταδιακά, δε θα προχωρήσουμε καθόλου. Στο πλαίσιο μιας ρεαλιστικής αντιμετώπισης, υποβάλλουμε αυτή την πρόταση.

Στη συνέχεια, στο τέλος των συζητήσεών μας, συμφωνήσαμε σε μία σαφώς δεσμευμένη θέση υπέρ περισσότερης αλληλεγγύης μεταξύ των κρατών μελών, η οποία δεν είναι ούτε δογματική ούτε ουτοπική, αλλά λειτουργική. Η αλληλεγγύη που είναι αντάξια αυτού του ονόματος δεν μπορεί να λάβει μόνο τη μορφή χρηματοοικονομικής στήριξης. Πράγματι, το ευρωπαϊκό σύστημα ασύλου, όπως σχεδιάζεται επί του παρόντος, επιβαρύνει δυσανάλογα ορισμένα κράτη, επειδή βρίσκονται στα σύνορα της Ευρώπης. Όλες οι χώρες δεν είναι ίσες απέναντι στην άφιξη μεταναστών που ζητούν άσυλο. Χώρες όπως η Ελλάδα και η Ιταλία, λόγω της γεωγραφικής τους θέσης, αντιμετωπίζουν πολύ σημαντικές μεταναστευτικές ροές από το 2015 και έχουν την αίσθηση ότι παραμελούνται κάπως από τα άλλα κράτη μέλη, που

δεν ήθελαν πάντα να κατανοήσουν πόσο αυτή η μεταναστευτική κρίση μπορούσε να υπονομεύσει την κοινωνική συνοχή ορισμένων περιοχών. Αυτή η κατάσταση είναι ανησυχητική και έχει συνέπειες στον τρόπο με τον οποίο αντιμετωπίζονται οι αιτούντες άσυλο.

Γι' αυτό πιστεύουμε ότι πρέπει να συνεχιστεί η προσέγγιση των εθνικών συστημάτων, ενισχύοντας την κοινή νομοθεσία και παρέχοντας στους ευρωπαϊκούς οργανισμούς που παρεμβαίνουν στον τομέα του ασύλου πιο εκτεταμένους πόρους.

Το δικαίωμα του ασύλου διέπεται από μία ισχυρή αντίφαση. Αφενός, υπάρχει η απαραβίαστη αρχή της εθνικής κυριαρχίας, διότι τα κράτη είναι αυτά που παρέχουν προστασία. Αφετέρου, υπάρχει το ζήτημα της αξιοπρέπειας των ατόμων που έχουν διαπιστωμένη ανάγκη διεθνούς προστασίας. Είναι σημαντικό να βρούμε ένα σταθερό και εξελισσόμενο πλαίσιο για να το οργανώσουμε, γεγονός που παραπέμπει στις αξίες και τα ιδανικά των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Οι προτάσεις μας αποσκοπούν στην εξισορρόπηση των δύο αυτών επιταγών.

Έτσι, ο νέος Κανονισμός του Δουβλίνου θα πρέπει να λάβει καλύτερα υπόψη την πραγματικότητα των αιτήσεων ασύλου κατά τον προσδιορισμό του κράτους που είναι υπεύθυνο για την εξέταση της αίτησης. Κρίνουμε ότι μία μεγαλύτερη ευελιξία πρέπει να επιτρέπει την πιο συχνή αποφυγή του κριτηρίου του κράτους της πρώτης εισόδου. Αυτό είναι απαραίτητο ενόψει των λόγων που ωθούν στην αναζήτηση ασύλου σε μία χώρα και όχι σε κάποια άλλη. Τέτοιοι λόγοι μπορεί να είναι η γνώση της γλώσσας, η παρουσία οικογένειας ή ακόμη και μιας μεγάλης διασποράς. Η συνεκτίμηση αυτών των κριτηρίων είναι το κλειδί για τη μελλοντική ολοκλήρωση.

Η πρόταση του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου σχετικά με αυτό το κείμενο λαμβάνει υπόψη τα ανωτέρω και προτείνει ένα μόνιμο μηχανισμό κατανομής, ο οποίος δεν περιορίζεται αποκλειστικά στις περιπτώσεις μεταναστευτικής κρίσης. Αυτή η θέση μάς φαίνεται συγχρόνως πιο ρεαλιστική και πιο λογική.

K. Ludovic Mendes, εισηγητής. Θα ήθελα να πω δυο λόγια για την πιο οργανωτική πτυχή της μεταρρύθμισης. Κατ' αρχάς, είμαστε πεπεισμένοι ότι η ευρωπαϊκή συνεργασία στον τομέα του ασύλου πρέπει τελικά να αποσκοπεί στην επίτευξη αμοιβαίας αναγνώρισης των αποφάσεων σχετικά με το άσυλο. Προκειμένου να επιτευχθεί αυτό, οι εθνικές αρχές πρέπει να συμμερίζονται την ίδια ερμηνεία της Σύμβασης της Γενεύης και του Ευρωπαϊκού Δικαίου. Στην ιδανική περίπτωση, οι εθνικές αρχές που είναι υπεύθυνες για τις αιτήσεις θα ήταν όλες ανεξάρτητες, όπως το OFPRA, το Γαλλικό Γραφείο Προστασίας Προσφύγων και Απάτριδων, το οποίο προς το παρόν αποτελεί μάλλον την εξαίρεση στην Ευρώπη.

Στη συνέχεια, καθώς το δικαίωμα ασύλου συνδέεται με την κατάσταση της χώρας καταγωγής του αιτούντος, φαίνεται απαραίτητο τα κράτη μέλη να μοιράζονται τον ίδιο ορισμό της έννοιας της ασφαλούς χώρας καταγωγής. Για παράδειγμα, προκαλεί αρκετή έκπληξη το γεγονός ότι η Γαλλία χορηγεί μαζικά άσυλο σε Αφγανούς υπηκόους, ενώ η Γερμανία θεωρεί

ότι είναι δυνατό να προσφύγει στο «εσωτερικό άσυλο», δηλαδή να μετακινήσει τον αιτούντα στο εσωτερικό της χώρας του για να είναι ασφαλής. Προκειμένου να σταματήσουν αυτές οι διαφορές, ο μελλοντικός Οργανισμός της Ευρωπαϊκής Ένωσης για το Άσυλο θα πρέπει να εδραιώσει τον τρέχοντα ρόλο του, καθορίζοντας τις μεθόδους παρακολούθησης της γεωπολιτικής κατάστασης των χωρών καταγωγής. Θα μπορεί, επίσης, να είναι υπεύθυνος για τον καθορισμό ενός καταλόγου χωρών καταγωγής που όλα τα κράτη θεωρούν ομόφωνα ασφαλείς. Αυτό σημαίνει ότι πρέπει να είναι ταχύτερη η εξέταση αυτών των αιτήσεων και η απόρριψη ατόμων από ασφαλείς χώρες.

Επιπλέον, αυτό συνεπάγεται τη στενή παρακολούθηση της εξέλιξης των ροών των αιτήσεων ασύλου, όταν προέρχονται από κράτη που επωφελούνται από την ελευθέρωση του καθεστώτος των θεωρήσεων. Γι' αυτόν τον λόγο υποστηρίζουμε μία συνολική προσέγγιση της μετανάστευσης: δεν πρέπει να γίνεται κατάχρηση του καθεστώτος του πρόσφυγα αλλά, παράλληλα, απευθύνεται έκκληση για τη δημιουργία ασφαλών και νόμιμων οδών μετανάστευσης προς την Ευρωπαϊκή Ένωση.

Όσον αφορά τη συγκεκριμένη κατάσταση των ατόμων, πρέπει, επίσης, όλα τα κράτη μέλη να έχουν τον ίδιο τρόπο υποδοχής των αιτούντων άσυλο εν αναμονή της εξέτασης του φακέλου τους. Ο Οργανισμός για το Άσυλο ενδέχεται να έχει δικαίωμα ελέγχου των εθνικών πρακτικών προκειμένου αυτές να ευθυγραμμιστούν με ένα ελάχιστο πρότυπο. Σε αυτό το πλαίσιο, μείναμε και οι δύο έκπληκτοι από την έλλειψη πρακτικών πληροφοριών που τίθενται στη διάθεση των μεταναστών στα *hotspots* που επισκεφθήκαμε. Η πρόσβαση σε πρακτικές πληροφορίες, στη γλώσσα των μεταναστών, είναι, ωστόσο, απαραίτητη.

K. Marietta Karamanli, εισηγήτρια. Για να μας καθοδηγήσει στη σκέψη μας, βασιστήκαμε στο κριτήριο της αδυναμίας, στην ουσία την κατάσταση του τι μπορεί να επιτευχθεί και να δεχθεί κριτική, που είναι μία επαναλαμβανόμενη λέξη όταν αναφερόμαστε σε θέματα ασύλου. Πιστεύουμε ότι είναι καθήκον μας να διασφαλίσουμε στα πιο ευάλωτα άτομα πρόσβαση στη διεθνή προστασία. Αυτή είναι η ιστορία του 20^{ου} αιώνα και των προηγούμενων καταστροφών που οδήγησαν τα κράτη να προσχωρήσουν στη Σύμβαση του 1951 σχετικά με το καθεστώς των προσφύγων.

Για καταστάσεις κρίσης, αυτό συνεπάγεται την άμεση επανεγκατάσταση από αποσταθεροποιημένες περιοχές. Ανθρωπιστικοί διάδρομοι έχουν ήδη δημιουργηθεί στο παρελθόν, για παράδειγμα στον Λίβανο. Πιστεύω ότι νέες κρίσεις στο άμεσο μέλλον θα ανταποκριθούν στο σύστημα αυτό.

Υιοθετήσαμε, επίσης, μία πρόταση που είχε ήδη διατυπωθεί στο παρελθόν: την έκδοση ειδικών θεωρήσεων για την υποβολή αίτησης ασύλου. Έτσι, καθίσταται δυνατή η πρόσβαση ατόμων στην ευρωπαϊκή επικράτεια, αποφεύγοντας με τον τρόπο αυτό ένα μακρύ και επικίνδυνο ταξίδι. Είναι, ακόμη, ένα μέσο καταστρατήγησης της εγκληματικής παραοικονομίας που τροφοδοτεί τα δίκτυα παράνομης μετανάστευσης και κατά των οποίων απευθύνουμε έκκληση για την καθιέρωση ειδικής και ενισχυμένης δικαστικής συνεργασίας σε ευρωπαϊκό επίπεδο.

Τέλος, μεταξύ των πιο ευάλωτων ατόμων, υπάρχουν ανήλικοι που βρίσκονται μόνοι τους στην ευρωπαϊκή επικράτεια. Για αυτούς, πιστεύουμε ότι είναι απαραίτητο να συνεχιστεί η οικοδόμηση ενός ευρωπαϊκού νομικού πλαισίου προσαρμοσμένου στην ιδιαίτερη κατάστασή τους. Στο στάδιο αυτό, κάθε χώρα καθορίζει την ηλικία των ασυνόδευτων ανηλίκων σύμφωνα με τη δική της μέθοδο. Αν δεν τους αναγνωρίζεται η ιδιότητα του ανηλίκου, δεν παρέχονται συγκεκριμένα δικαιώματα - για παράδειγμα, εκπροσώπηση για την υποβολή αίτησης ασύλου - και αυτοί οι νέοι βρίσκονται στο έλεος των κινδύνων του δρόμου και της απειλής της εμπορίας ανθρώπων. Για αυτούς, ειδικότερα, θέλουμε να υπενθυμίσουμε την ετυμολογία της λέξης «άσυλο»: προέρχεται από την αρχαία ελληνική λέξη «ἄσυλος», που σημαίνει «απαρβιάστος». Ελπίζουμε η Ευρωπαϊκή Ένωση να σταθεί στο ύψος της ηθικής και ιστορικής πρόκλησης να εγγυάται πάντα σε όσους τη χρειάζονται προστασία από τους μεγαλύτερους κινδύνους. Αυτή η αποστολή μας δεσμεύει, αλλά μας τιμά.

K. Ludovic Mendes, εισηγητής. Η έκθεσή μας, λοιπόν, περιλαμβάνει τον απολογισμό και τις προτάσεις για την ευρωπαϊκή μεταρρύθμιση του δικαιώματος ασύλου αλλά ζητά να υπάρξει ευρύτερος προβληματισμός σχετικά με τους συμπληρωματικούς μηχανισμούς. Σε κάθε περίπτωση, επιθυμούμε τη γρήγορη επίλυση του θέματος και αναμένουμε τη δημιουργία νέων θεσμικών οργάνων με ισχυρές κατευθυντήριες γραμμές στον τομέα αυτό.

K. André Chassaigne. Δυστυχώς, δεν είχα χρόνο να διαβάσω την έκθεση στο σύνολό της, κατά την τρέχουσα δημοσιονομική περίοδο όπου οι συνεδριάσεις των επιτροπών είναι πάρα πολλές. Ωστόσο, μελέτησα την πρόταση ψηφίσματος των εισηγητών, από την οποία θα απέχω.

Όσον αφορά την αναγνώριση του ασύλου σε ευρωπαϊκό επίπεδο, οι κομμουνιστές βουλευτές θεωρούν ότι επί του παρόντος υπάρχει στην Ευρώπη μία φανταστική αναταραχή του φάσματος της μεταναστευτικής πίεσης, που οδηγεί σε ένα όραμα ασφάλειας και καταστολής. Πρέπει να είμαστε εξαιρετικά προσεκτικοί ώστε να αντιταχθούμε σε κάθε επιθυμία για εφαρμογή μιας πολιτικής κατά των μεταναστών, η οποία δε λαμβάνει υπόψη τις πραγματικότητες που οδήγησαν στην αύξηση του αριθμού των μεταναστών στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

Θα ήθελα, επίσης, να υπενθυμίσω τα αριθμητικά στοιχεία. Στη Γαλλία, οι αλλοδαποί αποτελούν το 7,1% του πληθυσμού, ένα ποσοστό που είναι σταθερό για πάνω από έναν αιώνα, γεγονός που διαψεύδει τη φαντασίωση της μαζικής μετανάστευσης που κατευθύνεται από τη δεξιά και την ακροδεξιά. Η Γαλλία υποδέχεται εδώ και δέκα χρόνια περίπου 200.000 άτομα ετησίως, δηλαδή το 0,3% του πληθυσμού. Αυτή η υποδοχή πρέπει να βασίζεται στον σεβασμό των δικαιωμάτων.

Τέλος, το δικαίωμα ασύλου στη Γαλλία είναι ένα θεμελιώδες δικαίωμα, βαθιά ριζωμένο στη δημοκρατική μας παράδοση. Πρέπει να φέρουμε αυτή την ηθική του δικαιώματος ασύλου σε ευρωπαϊκό επίπεδο. Στη Γαλλία, είναι ένα συνταγματικό δικαίωμα που περιλαμβάνεται στο προοίμιο του Συντάγματος της 27ης Οκτωβρίου 1946 και, όπως υπενθυμίσατε, μια διεθνής υποχρέωση που βασίζεται στη Σύμβαση της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951. Είναι καλό που στηρίζατε το έργο σας σε αυτή τη σύμβαση.

K. Thierry Michels. Κατ' αρχάς, θα ήθελα να ευχαριστήσω τους εισηγητές για την ποιότητα του έργου τους. Ο χρόνος που απαιτείται για την εκπόνηση της παρούσας έκθεσης αντικατοπτρίζει τη δυσκολία των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης να συνεργαστούν στο μεταναστευτικό ζήτημα και ειδικότερα στην κατανομή των αιτούντων άσυλο. Το μεταναστευτικό ζήτημα συνοδεύεται στην πραγματικότητα από την αμφισβήτηση του δικαιώματος ασύλου που επιβάλλεται στις ευρωπαϊκές χώρες σύμφωνα με τις αξίες της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Θα ήθελα να θέσω δύο ερωτήματα: από τη μία πλευρά, η έκθεση επισημαίνει τις πρωτοβουλίες ορισμένων κρατών μελών για την εφαρμογή ενισχυμένης άτυπης συνεργασίας όσον αφορά την αυτόματη κατανομή των αιτούντων άσυλο. Ποια είναι η εκτίμησή σας σχετικά με αυτό το σύστημα δύο ταχυτήτων για την κατανομή των αιτούντων άσυλο; Πιστεύετε ότι αυτή η πορεία θα πρέπει να συνεχιστεί σε περίπτωση που δεν προχωρήσουν οι κοινές διαπραγματεύσεις; Από την άλλη πλευρά, η μελλοντική Επιτροπή υπό την προεδρία της κ. Ursula von der Leyen θα μπορέσει να δώσει νέα ώθηση επιτρέποντας στην Ευρώπη να σημειώσει πρόοδο σε αυτά τα θέματα και, αν ναι, με ποιο τρόπο;

K. Constance Le Grip. Θα ήθελα να διατυπώσω ορισμένες γενικές παρατηρήσεις προτού πάρω ξανά το λόγο αργότερα, με την άδεια της Προέδρου, κατά την εξέταση της πρότασης ψηφίσματος. Εξ ονόματος του κόμματος Les Républicains, θα ήθελα πράγματι να υπενθυμίσω τα ακόλουθα στοιχεία: προφανώς κανείς δε θέτει υπό αμφισβήτηση το δικαίωμα ασύλου στους κόλπους της ρεπουμπλικανικής δεξιάς. Δε μας διακατέχει καμία φαντασίωση ασφάλειας. Ανήκουμε σε μία πολιτική οικογένεια που πάντα αντιμετώπιζε με υπευθυνότητα διάφορες προκλήσεις, χωρίς παρέκκλιση από τις δημοκρατικές και ευρωπαϊκές αξίες.

Η έκθεση προβαίνει σε μία διαπίστωση που συμμεριζόμαστε: η προσφυγική κρίση αποκάλυψε τις αδυναμίες της μεταναστευτικής πολιτικής και του δικαιώματος ασύλου στην Ευρωπαϊκή Ένωση ενώ ορισμένες μεταναστευτικές προκλήσεις δεν έχουν ακόμη εκδηλωθεί. Η κρίση του 2015 αποσταθεροποίησε σε μεγάλο βαθμό κάποια κράτη μέλη καθώς και, από ορισμένες απόψεις, τα ευρωπαϊκά θεσμικά όργανα. Σίγουρα αυτή συνέβαλε στην άνοδο του ευρωσκεπτικισμού, ακόμη και της ευρωφοβίας. Πρέπει, λοιπόν, να αποκομίσουμε κάποια διδάγματα και να προετοιμαστούμε για ένα μέλλον, που ενδέχεται να είναι σχετικά δύσκολο να αντιμετωπιστεί, λαμβανομένων υπόψη των δημογραφικών προοπτικών, ιδίως στην Αφρική.

K. Marguerite Deprez-Audebert. Στο κόμμα Modem, όπως γνωρίζετε, είμαστε πολύ ευαίσθητοι στο θέμα του δικαιώματος ασύλου, με την κ. De Sarnez να έχει εκφράσει κυρίως την άποψή της για το ζήτημα αυτό, πρόσφατα κατά τη διάρκεια της συζήτησης για τη μετανάστευση. Αποτελεί επιτακτική ανάγκη η επανεστίαση της πολιτικής μας για το άσυλο σε εκείνους που είναι πραγματικά εκτεθειμένοι σε διώξεις και πολέμους στη χώρα τους και αυτό, σταδιακά, σε ένα εναρμονισμένο ευρωπαϊκό πλαίσιο που προσπαθήσατε να σχεδιάσετε. Συμφωνούμε με την αρχή της αμοιβαίας αναγνώρισης των αποφάσεων που λαμβάνονται για να αποφευχθεί η επανεξέταση των φακέλων που έχουν ήδη εξεταστεί από έναν Ευρωπαίο εταίρο. Πιστεύουμε ότι είναι απαραίτητο να εξασφαλιστεί η σύγκλιση των ποσοστών αναγνώρισης του καθεστώτος του πρόσφυγα, των πρακτικών και των διαδικασιών, να μειωθεί η διάρκεια της εξέτασης των φακέλων τόσο για πρακτικούς όσο και για ανθρώπινους

λόγους - η εξέταση των αιτήσεων ασύλου στη Γαλλία πραγματοποιείται κατά μέσο όρο σε δώδεκα μήνες -, να εφαρμοστεί μία πιο αποτελεσματική πολιτική υποβοηθούμενης επιστροφής και, τέλος, να δοθεί προτεραιότητα στις πιο ευάλωτες ομάδες, όπως στους ανηλίκους.

K. Danièle Obono. Η έκθεσή σας παρέχει πολύ χρήσιμα στοιχεία στο πλαίσιο των τρεχουσών συζητήσεων σχετικά με τη μεταναστευτική πολιτική. Ωστόσο, από μία κάπως γενικότερη άποψη, μου φαίνεται ότι υπάρχει έλλειψη μιας παγκόσμιας προοπτικής των φαινομένων που συνδέονται με το δικαίωμα ασύλου. Η έκθεση παρουσιάζει, βεβαίως, δεδομένα αναφορικά με την κρίση υποδοχής, μεταξύ του 2015 και του 2018. Είναι, όμως, σημαντικό, συμπεριλαμβανομένης της αποφυγής των στερεοτύπων και της εργαλειοποίησης της κρίσης υποδοχής, να τονιστεί ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν είναι η πρώτη περιοχή προορισμού ή υποδοχής προσφύγων. Στοιχεία που σχετίζονται με διεθνείς συγκρίσεις θα πρέπει να ληφθούν υπόψη στη γαλλική και ευρωπαϊκή προσέγγιση προκειμένου να καταδειχθεί ο τρόπος με τον οποίο οι χώρες και οι περιοχές που δείχνουν τη μεγαλύτερη αλληλεγγύη προς τους πρόσφυγες οργανώνουν αυτή την υποδοχή. Αυτό θα μπορούσε να τροφοδοτήσει, σε διεθνές επίπεδο, στο πλαίσιο του ΟΗΕ, τον προβληματισμό σχετικά με την αντιμετώπιση του ζητήματος σε παγκόσμια κλίμακα. Η διάσταση αυτή λείπει πάρα πολύ συχνά σε ευρωπαϊκό επίπεδο, παρόλο που η Ευρωπαϊκή Ένωση θα μπορούσε να διαδραματίσει ηγετικό ρόλο στο εν λόγω θέμα.

Θα ήθελα να απευθυνθώ στους εισηγητές σχετικά με δύο σημεία: πρώτον, είχατε την ευκαιρία να εξετάσετε τη διεθνή προβληματική κατά τις προπαρασκευαστικές εργασίες για την έκθεση; Δεύτερον, όσον αφορά την προετοιμασία και την πρόβλεψη των αιτήσεων ασύλου, το κόμμα La France insoumise επιθυμεί να επιστήσει την προσοχή στην έννοια του κλιματικού και ανθρωπιστικού ασύλου. Η έκθεση αναφέρεται σε τέτοιους μηχανισμούς ασύλου από ανθρωπιστικής πλευράς. Μας φαίνεται στην πραγματικότητα απαραίτητο να λάβουμε υπόψη, σύμφωνα με τη Σύμβαση της Γενεύης του 1951, την έννοια του κλιματικού ασύλου προκειμένου να προβλέψουμε αυτό που θα γίνει παγκόσμιο πρόβλημα και που, εκθέτοντας κατά προτεραιότητα τις χώρες του Νότου, θα επιβάλει την ευρωπαϊκή αλληλεγγύη δεδομένων των αξιών και των ευθυνών της.

K. Aude Bono-Vandorme. Θα ήθελα να ρωτήσω τους εισηγητές για ένα συγκεκριμένο ζήτημα: η επιχείρηση Sophia αποφασίστηκε το 2015 μετά το ναυάγιο στα ανοιχτά της νήσου Λαμπεντούζα που είχε προκαλέσει 800 θανάτους. Η Ιταλία ανέλαβε τη διοίκηση και το αρχηγείο της βρισκόταν στη Ρώμη. Αυτή η επιχείρηση διακόπηκε εν μέρει τον Μάρτιο του 2019 μετά την απόφαση της Ευρωπαϊκής Ένωσης να μη στείλει άλλα πλοία στα ανοιχτά των ακτών της Λιβύης λόγω της άρνησης της ιταλικής κυβέρνησης να δεχθεί την αποβίβαση των ναυαγών. Στις αρχές του περασμένου Σεπτεμβρίου, η Επιτροπή Πολιτικής και Ασφάλειας της ΕΕ παρέτεινε, ωστόσο, την επιχείρηση Sophia για έξι μήνες, έως τις 31 Μαρτίου 2020, αλλά με την ικανότητα δράσης να περιορίζεται σε εναέρια μόνο επιτήρηση. Λαμβάνοντας υπόψη την αποχώρηση του πρώην Υπουργού Εσωτερικών της Ιταλίας και την προσωρινή συμφωνία της Βαλέτας, θεωρείτε ότι είναι δυνατή και επιθυμητή η επανέναρξη των αποστολών έρευνας και διάσωσης από σκάφη της Ευρωπαϊκής Ένωσης;

Κ. Πρόεδρος Sabine Thillaye. Θα ήθελα, επίσης, να σας θέσω μία τελευταία ερώτηση. Διαπιστώθηκε η ύπαρξη αδιεξόδου στο πλαίσιο του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου όπου συγκρούονται τρεις ομάδες: τα κράτη, οι πρώτες χώρες υποδοχής που ορθώς τάσσονται υπέρ περισσότερης αλληλεγγύης, οι χώρες της ομάδας του Βίσεγκραντ, που ενωμένες αντιτίθενται και, μεταξύ αυτών των δύο πρώτων ομάδων, κράτη όπως η Γαλλία, η Γερμανία, οι Κάτω Χώρες, που επηρεάζονται περισσότερο από τις δευτερεύουσες μετακινήσεις και αναζητούν ένα σημείο ισορροπίας. Παρατηρείται επί του παρόντος μία εξέλιξη των αντίστοιχων αυτών θέσεων ή μήπως πρόκειται για ένα *status quo*;

Κ. Marietta Karamanli, εισηγήτρια. Κατ' αρχάς, αγαπητοί συνάδελφοι, επιτρέψτε μου να σας ευχαριστήσω για τις παρατηρήσεις και τους προβληματισμούς σας. Αντιλαμβάνομαι ότι μοιραζόμαστε, ως επί το πλείστον, τις ίδιες ανησυχίες που, εξάλλου, εκφράζονται στην έκθεσή μας. Συμφωνώ με τα λεγόμενα του κ. Chassaigne σχετικά με το γεγονός ότι δεν πρέπει να ενδώσουμε στις φαντασιώσεις για τον αριθμό των προσφύγων. Ας εξετάσουμε καλύτερα τα αριθμητικά στοιχεία: το 2015, 1,3 εκατομμύρια πρόσφυγες· το 2016, 1,2 εκατομμύρια και το 2018, 650.000. Επομένως, η τάση είναι πτωτική. Στους κόλπους της Ευρωπαϊκής Ένωσης, πέρα από αυτούς τους αριθμούς, είναι σκόπιμο να αναπτυχθεί το πνεύμα αλληλεγγύης που μας έλειψε τον τελευταίο καιρό και οδήγησε σε καταστάσεις όπως εκείνη που βιώσαμε στην Ιταλία. Συμφωνώ, επίσης, με την κ. Oboho σχετικά με το ζήτημα των διεθνών μετακινήσεων, το οποίο έχει ήδη εξεταστεί σε προηγούμενες εκθέσεις. Το πλαίσιο της παρούσας έκθεσης, που δεν αφορά τη διεθνή πτυχή αλλά τη «δέσμη μέτρων για το άσυλο», είναι αναγκαστικά πιο περιορισμένο. Ωστόσο, δεν παραλείπουμε να υπενθυμίσουμε ότι πέρα από την Ευρωπαϊκή Ένωση, οι μετακινήσεις των μεταναστών επηρεάζουν ιδιαίτερα άλλα κράτη ή ηπείρους όπως η Αφρική. Συγκεντρώσαμε πληροφορίες για αυτό το θέμα, κατά τη διάρκεια των ακροάσεών μας, ιδίως της Ύπατης Επιτροπής για τους Πρόσφυγες (HCR).

Η ένταξη στο πλαίσιο του δικαιώματος ασύλου και του σεβασμού της Σύμβασης του 1951 επιτρέπει επιπλέον, όπως αναφέρατε, κυρία Πρόεδρε, να τονιστεί η ύπαρξη αδιεξόδου, όπως αποδεικνύεται από τη διάρκεια εκπόνησης της έκθεσής μας. Πράγματι, μερικές φορές ήταν δύσκολο να λάβουμε απαντήσεις σε ορισμένες από τις ερωτήσεις μας. Η έγκριση πρότασης ψηφίσματος θα επιτρέψει να στείλουμε ένα μήνυμα στη μελλοντική Ευρωπαϊκή Επιτροπή και στο νέο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο. Αυτός είναι όντως ο ρόλος μας ως εθνικοί βουλευτές.

Δυστυχώς, η κατάσταση παραμένει μπλοκαρισμένη επί του παρόντος και είναι πιθανό ότι θα πρέπει να παρέμβουμε ξανά, κατά την εξέταση κειμένων μέσω ανακοίνωσης. Από αυτή την άποψη, διατυπώνουμε στην ευρωπαϊκή μας πρόταση ψηφίσματος μία ρεαλιστική πρόταση: δεν μπορούμε πλέον να συνεχίσουμε στην Ευρωπαϊκή Ένωση να εξετάζουμε κείμενα ανά δέσμες, διότι αυτό αποτελεί τελικά στοιχείο αποκλεισμού, εις βάρος των κειμένων που είναι πιο πιθανό να λάβουν έγκριση. Στην ιδανική περίπτωση, η εν λόγω μέθοδος φαίνεται αποτελεσματική για την ταυτόχρονη προώθηση ενός συνόλου κειμένων, αλλά στην πραγματικότητα δε λειτουργεί, ιδίως σε αυτό το ευαίσθητο θέμα.

Κυρία Le Grip, θα ήθελα να υπενθυμίσω ότι η αλληλεγγύη δεν έρχεται σε αντίφαση με την ευθύνη. Ωστόσο, η Ευρωπαϊκή Ένωση στερείται αλληλεγγύης τα τελευταία χρόνια. Κυρία Deprez-Audebert, δεν είναι δυνατό να μειωθούν περαιτέρω οι προθεσμίες: το πράξαμε, αλλά δεν μπορούμε να προχωρήσουμε περισσότερο. Προσπαθούμε να καταστήσουμε πιο αποτελεσματικές τις διαδικασίες επιστροφής. Ήταν απαραίτητο να αυξηθούν οι πόροι που διατίθενται στην Frontex. Όσον αφορά την επιχείρηση Sophia, αποφασίστηκε να την παρατείνουμε, καθώς οι διασώσεις στη θάλασσα είναι αναγκαίες για να σωθούν ζωές.

K. Ludovic Mendes, εισηγητής. Η έκθεσή μας δεν επικεντρώθηκε στη διεθνή διάσταση, διότι αφορούσε τη «δέσμη μέτρων για το άσυλο». Στο πλαίσιο αυτό, αποτελεί πρόβλημα το γεγονός ότι κάθε βήμα προς τα εμπρός ακολουθήθηκε από ένα βήμα προς τα πίσω και ότι κάθε σύνοδος κορυφής έδωσε την ευκαιρία για αλλαγή θέσης. Σε αυτή την κατάσταση αδιεξόδου, που προκαλείται κυρίως από τις ανατολικές χώρες, η Γαλλία είναι η χώρα που κατάφερε περισσότερο να αλλάξει τα πράγματα.

Η επιχείρηση Sophia πρέπει να εξεταστεί στο πλαίσιο της πρότασης για προβληματισμό σχετικά με τις νέες μεταναστευτικές οδούς και για δημιουργία κέντρων υποδοχής και πληροφόρησης αιτούντων άσυλο σε άλλες περιοχές. Είναι απαραίτητο να καθοριστούν νόμιμες οδοί για την καταπολέμηση των λαθρεμπόρων. Η απάντηση πρέπει να είναι ανθρωπιστική και όχι μόνο σχετική με την ασφάλεια.

K. Marietta Karamanli, εισηγήτρια. Όσον αφορά τον μηχανισμό μετεγκατάστασης, παρατηρούμε μία Ευρώπη δύο ταχυτήτων. Η Γαλλία συμμετείχε στον μηχανισμό και η συνεργασία με την Ελλάδα και την Ιταλία λειτούργησε ικανοποιητικά. Πρόθεσή μας δεν είναι να δώσουμε μαθήματα αλλά να βρούμε τα μέσα για να προχωρήσουμε με βάση τις διαπιστώσεις. Εν προκειμένω, η έκθεσή μας περιλαμβάνει έναν κατάλογο προτάσεων, μεταξύ των οποίων: αναμόρφωση της ευρωπαϊκής αλληλεγγύης με βάση τους μηχανισμούς που σχετίζονται με το άσυλο, όπως η ανάπτυξη νόμιμων οδών· εναρμόνιση των διαδικασιών υποδοχής· αποτελεσματική άσκηση του δικαιώματος ασύλου διασφαλίζοντας τον σεβασμό των θεμελιωδών δικαιωμάτων· άρνηση της έννοιας των ασφαλών τρίτων χωρών. Πρόκειται, λοιπόν, για πρόοδο με προορατικό τρόπο, διασφαλίζοντας τον σεβασμό των θεμελιωδών δικαιωμάτων.

K. Ludovic Mendes, εισηγητής. Βρισκόμαστε αντιμέτωποι με μία Ευρώπη, όχι δύο, αλλά τριών ταχυτήτων: χώρες που αποδέχονται την αλληλεγγύη - κυρίως η Γαλλία, η Γερμανία, η Ιταλία, η Ισπανία, η Πορτογαλία, το Λουξεμβούργο· εκείνες που την αρνούνται - κυρίως η Πολωνία, η Τσεχική Δημοκρατία και η Ουγγαρία· εκείνες που περιμένουν - κατά κύριο λόγο οι χώρες του Βορρά. Αυτό το αδιέξοδο τροφοδοτεί τον εθνικιστικό λαϊκισμό, βλάπτει την Ευρώπη και μπορεί ακόμη να προκαλέσει την καταστροφή της.

K. Πρόεδρος Sabine Thillaye. Η συζήτηση σχετικά με την έκθεση έληξε και προχωρούμε στην εξέταση της πρότασης ψηφίσματος.

ΣΧΟΛΙΑΣΜΟΣ

Αρχικά, προτού ξεκινήσω τον σχολιασμό της εν λόγω εργασίας, θα ήθελα να επισημάνω τους λόγους που με οδήγησαν στην επιλογή του συγκεκριμένου κειμένου. Ειδικότερα, αποφάσισα να μεταφράσω μία ενημερωτική έκθεση της Γαλλικής Εθνοσυνέλευσης, καθώς θεώρησα ότι όχι μόνο η καλή γνώση της γαλλικής γλώσσας αλλά και οι γνώσεις, που απέκτησα και καλλιέργησα κατά τη διάρκεια των σπουδών μου, πάνω τόσο στο γαλλικό όσο και στο ελληνικό πολιτικό και νομικό σύστημα θα ήταν κρίσιμης σημασίας για την επιτυχία της μεταφραστικής διαδικασίας. Παράλληλα, σημαντικό ρόλο στην επιλογή μου αυτή είχε και η εξοικείωσή μου με το συγκεκριμένο είδος κειμένου, αφού, στο πλαίσιο των πανεπιστημιακών μαθημάτων, μετέφρασα ένα πλήθος παρόμοιων κειμένων, τα οποία, πέρα από ενημερωτικές εκθέσεις, περιελάμβαναν προτάσεις νόμων, νομοσχέδια, τροπολογίες και διάφορες νομοθετικές εκθέσεις. Οι λόγοι αυτοί, λοιπόν, συνετέλεσαν στη μετάφραση του εν λόγω κειμένου για την εκπόνηση της πτυχιακής μου εργασίας.

Ξεκινώντας τον σχολιασμό της μετάφρασης αυτής, θα προχωρήσω στην ανάλυση του κειμένου-πηγή, βασικό βήμα πριν την καθαυτή μεταφραστική διαδικασία. Πιο συγκεκριμένα, θα αναφερθώ συνοπτικά στη θεματική του εν λόγω κειμένου, καθώς η αναγνώριση και η εξοικείωση με αυτή μπορούν να συμβάλλουν καθοριστικά στην πρόσληψη του νοήματος του πρωτοτύπου. Λαμβάνοντας, δηλαδή, υπόψη το γεγονός ότι το κείμενο ασχολείται με θέματα μετανάστευσης και, ιδιαίτερα, με το δικαίωμα ασύλου, συνειδητοποίησα ότι πρόκειται για ένα ζήτημα που, πέρα της ευρωπαϊκής πραγματικότητας, άπτεται κυρίως της ελληνικής με αποτέλεσμα τα κείμενα, που κατά καιρούς είχα μελετήσει, σχετικά με το συγκεκριμένο ζήτημα να είναι καίριας σημασίας για την κατανόηση του θεματικού πεδίου του πρωτοτύπου και, κατά συνέπεια, τη διασφάλιση της ποιότητας του μεταφράσματος. Τέλος, η επικαιρότητα της ενημερωτικής έκθεσης, λόγω της σχετικά πρόσφατης δημοσίευσής της (17/10/2019) αλλά και της διαχρονικότητας του θεματός της, αποτέλεσε ένα άλλο στοιχείο που λήφθηκε σοβαρά υπόψη κατά την ανάλυση του κειμένου-πηγή.

Έχοντας ολοκληρώσει τη σύντομη αλλά ουσιαστική ανάλυση του πρωτοτύπου, θα περάσω στην περιγραφή της διαδικασίας της μετάφρασης. Με λίγα λόγια, θα παραθέσω τα μεταφραστικά προβλήματα που αντιμετώπισα καθώς και τις στρατηγικές που εφάρμοσα για να τα επιλύσω με βάση πάντοτε τη δική μου μέθοδο εργασίας δεδομένου ότι, στην περίπτωση της πτυχιακής εργασίας, δεν έλαβα εντολή από κάποιον. Εφόσον δεν υπήρχε ούτε προϊστάμενος ούτε πελάτης για να δώσει εντολή, δεν ορίστηκε κάποιο πακέτο μεταφραστικών οδηγιών αλλά καθόρισα μόνη μου τη μεταφραστική στρατηγική. Επομένως, θα παρουσιάσω και θα αιτιολογήσω τις μεταφραστικές μου αποφάσεις βάσει του σκοπού του κειμένου-στόχος, που δεν είναι άλλος από την πληροφόρηση του κοινού για το περιεχόμενο της εν λόγω ενημερωτικής έκθεσης της Γαλλικής Εθνοσυνέλευσης. Μάλιστα, αν και υπάρχει μία σημαντική διαφορά ως προς τις λειτουργίες των δύο κειμένων, αυτή δεν επηρέασε τον σκοπό της μετάφρασής μου. Εν ολίγοις, το πρωτότυπο απευθύνεται κατά κύριο λόγο σε Γάλλους βουλευτές και δευτερευόντως σε ενδιαφερόμενους πολίτες. Οι Γάλλοι αυτοί βουλευτές δεν αρκεί να ενημερωθούν για το περιεχόμενο της έκθεσης αλλά οφείλουν να τη μελετήσουν ώστε να γνωρίζουν πώς θα ενεργήσουν στη συνέχεια στο πλαίσιο της

νομοθετικής διαδικασίας. Από την άλλη, το μετάφρασμα απευθύνεται σε Έλληνες αναγνώστες, οι οποίοι δεν είναι απαραίτητα βουλευτές, και γι' αυτό δεν αναμένεται κάποια ενέργεια από αυτούς. Ακόμη και οι βουλευτές, που θα διαβάσουν την έκθεση, δεν θα προβούν σε νομοθετικές ενέργειες αλλά απλώς θα εμπνευστούν για τη σύνταξη παρόμοιων κειμένων στα Ελληνικά. Ωστόσο, είτε πρόκειται για βουλευτές είτε όχι, στόχος μου ήταν να ενημερώσω το ελληνικό αναγνωστικό κοινό για τις πληροφορίες που περιέχει το γαλλικό κείμενο. Ως εκ τούτου, σύμφωνα με το σκεπτικό αυτό, έλαβα ορισμένες μεταφραστικές αποφάσεις, τις οποίες θα δικαιολογήσω αναλυτικά παρακάτω.

Πρώτα απ' όλα, όσον αφορά τον τίτλο της ενημερωτικής έκθεσης, το «droit» αποδόθηκε ως «δικαίωμα». Στο συγκεκριμένο σημείο, ήρθα αντιμέτωπη με μία περίπτωση πολλαπλών αποδόσεων, αφού το «droit», πέρα από «δικαίωμα», αποδίδεται και ως «δασμός» ή «δίκαιο». Αρχικά, λαμβάνοντας υπόψη το γεγονός ότι το κείμενο δεν είναι οικονομικού περιεχομένου και ότι σε κανένα επιμέρους συγκεκριμένο του «droit» δεν υπάρχει αναφορά στην οικονομική επιστήμη, η απόδοση «δασμός» απορρίφθηκε. Στη συνέχεια, προτού καταλήξω στην επιλογή της κατάλληλης απόδοσης, προσέγγισα σημασιολογικά τόσο το «δικαίωμα ασύλου» όσο και το «Δίκαιο Ασύλου» για να επιβεβαιώσω ότι σχετίζονται με το θεματικό πεδίο του κειμένου. Συμβουλευόμενη, λοιπόν, έντυπα καθώς και ηλεκτρονικά νομικά λεξικά και βάσεις ορολογίας, διαπίστωσα ότι και οι δύο αποδόσεις έχουν νομικό περιεχόμενο και, κατά συνέπεια, ανταποκρίνονται στη θεματική του κειμένου. Ταυτόχρονα, μελετώντας ένα εκτενές σώμα παραλλήλων κειμένων, συμέρανα ότι και οι δύο συμφράσεις είναι δόκιμες στη γλώσσα-στόχος με αποτέλεσμα να καλύπτουν τις προσδοκίες του ελληνικού κοινού. Επομένως, στην προσπάθειά μου να μεταφέρω επιτυχώς το νόημα του πρωτοτύπου, καταλυτικό ρόλο διαδραμάτισε τελικά το ότι το «droit d'asile» αναφέρεται σε μία ευρωπαϊκή μεταρρύθμιση. Έτσι, έκανα αναζήτηση στις επίσημες ιστοσελίδες της Ευρωπαϊκής Ένωσης (ΕΕ) και, κυρίως, στο EUR-Lex, τη νομική βάση δεδομένων που παρέχει πρόσβαση στο δίκαιο της Ένωσης, προκειμένου να εντοπίσω την καθιερωμένη ονομασία της συγκεκριμένης μεταρρύθμισης. Από την εν λόγω αναζήτηση προέκυψε ότι η απόδοση που χρησιμοποιείται στα ευρωπαϊκά κείμενα είναι το «δικαίωμα ασύλου», την οποία επέλεξα να υιοθετήσω και στο δικό μου μετάφρασμα δεδομένου ότι οι ιστοσελίδες της ΕΕ συγκαταλέγονται στις έγκυρες πηγές ενός μεταφραστή. Με την επιλογή μου αυτή, συνεπώς, προσδίδεται κύρος και αξιοπιστία στο μετάφρασμα ώστε αυτό να καταστεί πιο εύκολα αποδεκτό από το κοινό-στόχος.

Στο πλαίσιο της ίδιας λογικής, εντόπισα και την επίσημη απόδοση στα Ελληνικά του «*raquet asile*». Εφόσον, λοιπόν, η απόδοση «δέσμη μέτρων για το άσυλο» έχει εδραιωθεί στα κείμενα της ΕΕ, τη χρησιμοποίησα κι εγώ με συνέπεια στο κείμενο-στόχος προκειμένου να παραχθεί ένα δόκιμο και ομοιόμορφο μεταφραστικό αποτέλεσμα.

Αντιθέτως, στην παράγραφο «*J'aimerais dire ... exception en Europe*», το «droit» αποδόθηκε ως «δίκαιο» στη σύμφραση «Ευρωπαϊκό Δίκαιο» («*droit européen*»). Αναλυτικότερα, στην επιλογή του «δικαίου» αντί του «δικαιώματος», καθοριστική ήταν η συμβολή του συγκεκριμένου. Έχοντας, δηλαδή, κατά νου ότι στην περίοδο που εξετάζουμε προηγείται η «Σύμβαση της Γενεύης» («*Convention de Genève*»), είναι αντιληπτό ότι εδώ γίνεται λόγος

για τα βασικά νομικά κείμενα που ορίζουν και προστατεύουν το καθεστώς των προσφύγων. Έτσι, η κατάλληλη απόδοση είναι η λέξη «δίκαιο», αφού το Ευρωπαϊκό Δίκαιο είναι αυτό που μαζί με τη Σύμβαση της Γενεύης αποτελούν το νομικό πλαίσιο του προσφυγικού ζητήματος.

Μία άλλη περίπτωση πολλαπλών αποδόσεων, με την οποία ήρθα αντιμέτωπη στο πλαίσιο των διαγλωσσικών προβλημάτων, αφορούσε την απόδοση του «résolution», που μπορεί να αποδοθεί είτε ως «ψήφισμα» είτε ως «απόφαση». Στο συγκεκριμένο κείμενο, το πρόβλημα λύθηκε εξετάζοντας τη σύμφραση, μέρος της οποίας αποτελεί το «résolution». Ειδικότερα, το «résolution» ανήκει στο «proposition de résolution», το οποίο, σύμφωνα με τα λεξικά και τις βάσεις ορολογίας, αποδίδεται ως «πρόταση ψηφίσματος». Ο εντοπισμός, λοιπόν, της αντίστοιχης σύμφρασης στα Ελληνικά συμβάλλει στην επίλυση του ορολογικού ζητήματος και την επακόλουθη αποφυγή παρανοήσεων.

Ένα ακόμη ορολογικό ζήτημα εντοπίστηκε στην απόδοση του «anticipation», το οποίο επέλεξα να αποδώσω ως «προετοιμασία» και όχι ως «πρόβλεψη». Η απόφασή μου αυτή βασίστηκε στο γεγονός ότι στην περίοδο έπεται το «prévision», που, επίσης, αποδίδεται ως «πρόβλεψη». Ερευνώντας, λοιπόν, το σημασιολογικό περιεχόμενο των δύο λέξεων, διαπίστωσα ότι αναφέρονται στο να λαμβάνεται κάτι υπόψη εκ των προτέρων. Έτσι, αναζητώντας και στα Ελληνικά δύο αποδόσεις με σχετική εννοιολογική συγγένεια, κατέληξα στις «προετοιμασία» και «πρόβλεψη», οι οποίες καλύπτουν ικανοποιητικά όλες τις πτυχές του νοήματος του πρωτοτύπου. Αναλυτικότερα, η «προετοιμασία» έχει την έννοια του «ενεργώ από πριν» ενώ και η «πρόβλεψη» σημαίνει ότι «καθορίζω τι πρέπει να γίνει στην περίπτωση που έχω υπόψη ότι κάτι επρόκειτο να συμβεί». Ταυτόχρονα, οι εν λόγω αποδόσεις εξυπηρετούν τη νοηματική ακολουθία της περιόδου, διότι μέσω αυτών επιτυγχάνεται η σωστή διάταξη των ιδεών. Επομένως, η λογική αλληλουχία του κειμένου-στόχος είναι άλλη μία απόδειξη που δικαιολογεί και επιβεβαιώνει τις μεταφραστικές μου αποφάσεις.

Επιπλέον, προβληματική ήταν και η απόδοση της φράσης «mécanisme qui a été vivement attaqué», την οποία μετέφρασα ως «μηχανισμός στον οποίο ασκήθηκε έντονη κριτική». Εδώ το «attaquer» αποδόθηκε ως «ασκώ κριτική» και όχι ως «επιτίθεται», γιατί το τελευταίο ρήμα παραπέμπει συνήθως τους αναγνώστες σε πιο βίαιες καταστάσεις. Αντιθέτως, η πρώτη επιλογή σχετίζεται περισσότερο με την έννοια της διαπραγμάτευσης, που συναντάται στη συγκεκριμένη παράγραφο. Συνεπώς, επιλέγοντας λέξεις που ανταποκρίνονται επαρκώς στο σημασιολογικό πεδίο του κειμένου εξασφαλίζεται η νοηματική συνάφεια του μεταφράσματος. Με τον τρόπο αυτό, θεμελιώνεται ένας ισχυρός νοηματικός δεσμός, ο οποίος συμβάλλει στην αποτροπή παρερμηνειών.

Εξίσου προβληματική αποδείχτηκε, όμως, και η απόδοση της ονοματικής φράσης «le groupe les Républicains». Όσον αφορά το «groupe», αυτό αποδόθηκε ως «κόμμα» και όχι ως «ομάδα», καθώς βάσει του συγκεκριμένου είναι σαφές ότι γίνεται λόγος για τους Ρεπουμπλικάνους, οι οποίοι αποτελούν πολιτικό κόμμα της κεντροδεξιάς στη Γαλλία. Άρα, για την επιτυχή μετάδοση του μηνύματος του πρωτοτύπου, δεν αρκεί η καλή γνώση της γαλλικής γλώσσας, αφού, στην προσπάθεια να γίνει αντιληπτό το πολλαπλό νόημα των

λέξεων, απαιτείται και γνώση του πλαισίου επικοινωνίας. Γι' αυτό, η εξοικείωση με το γαλλικό πολιτικό σύστημα αλλά και η διαρκής ενημέρωση για την πολιτική πραγματικότητα της Γαλλίας μού παρείχαν ως μεταφράστρια τα εφόδια που με οδήγησαν στη λήψη των καταλληλότερων αποφάσεων κάθε φορά.

Έπειτα, αναφορικά με το «les Républicains», στο μετάφρασμα διατηρήθηκε η γαλλική ονομασία αντί της απόδοσης «οι Ρεπουμπλικάνοι» δεδομένου ότι η ονομασία με λατινικούς χαρακτήρες ενδέχεται να χρησιμεύσει ως όρος αναφοράς. Έτσι, ο αναγνώστης μπορεί να πραγματοποιήσει περαιτέρω αναζήτηση του συγκεκριμένου πολιτικού κόμματος στο Διαδίκτυο με σκοπό είτε να αποσαφηνίσει κάποιο σημείο του μεταφράσματος είτε να εμπλουτίσει τις γνώσεις του στο εν λόγω θέμα. Με την ίδια λογική, τα «Modem» και «La France insoumise» του πρωτοτύπου, που αποτελούν και αυτά γαλλικά πολιτικά κόμματα, μεταφέρθηκαν αυτούσια στο μετάφρασμα.

Επιπρόσθετα, στο μετάφρασμα διατηρήθηκε τόσο το «hotspots» όσο και το «status quo». Πιο συγκεκριμένα, με τον όρο «hotspots» το πρωτότυπο αναφέρεται στα κέντρα πρώτης υποδοχής και ταυτοποίησης των αιτούντων άσυλο και των μεταναστών που φτάνουν στην ΕΕ μέσω της θάλασσας. Επιπλέον, με τη λατινική φράση «status quo» αναφέρεται στο κατεστημένο, δηλαδή στην κατάσταση που ισχύει στον πολιτικοοικονομικό τομέα και σε άλλους τομείς. Ο παραπάνω αγγλικός όρος καθώς και η συγκεκριμένη λατινική φράση έχουν διεθνοποιηθεί με αποτέλεσμα να χρησιμοποιούνται αυτούσια στις διάφορες γλώσσες ανεξάρτητα από την ύπαρξη αντίστοιχου όρου ή τη δυνατότητα περιγραφικής απόδοσης στην εκάστοτε γλώσσα-στόχος. Εφόσον, λοιπόν, είναι ευρέως γνωστά και κατανοητά, προτιμήθηκαν και στο δικό μου μετάφρασμα. Άλλωστε, η εξοικείωση του κοινού με τους διαδεδομένους όρους και τις καθιερωμένες φράσεις ενισχύει την άμεση και απρόσκοπτη πρόσληψη του νοήματος τη στιγμή που μία φωνητική απόδοση («χοτσποτ», «στάτους κβο») δεν θα διευκόλυνε την αναγνώρισή τους από τους Έλληνες αναγνώστες.

Μία άλλη λατινική φράση, που τις περισσότερες φορές παραμένει αμετάφραστη, είναι το «ad hoc». Μάλιστα, η λατινική μορφή της εν λόγω φράσης, η οποία σημαίνει «επί τούτω» και δηλώνει ότι κάτι γίνεται για ειδικό σκοπό, είναι αυτή που έχει παγιωθεί διεθνώς. Δεδομένου, λοιπόν, ότι πρόκειται για έναν ευρέως χρησιμοποιούμενο και, κατ' επέκταση, γνωστό όρο, η απόδοσή του στην εκάστοτε γλώσσα-στόχος δεν εξυπηρετεί συνήθως κανένα σκοπό. Ωστόσο, στο συγκεκριμένο κείμενο, συναντάται το «délivrer des visas ad hoc», που αποδόθηκε ως «έκδοση ειδικών θεωρήσεων». Η ελληνική αυτή φράση εντοπίστηκε σε ένα σημαντικό αριθμό παραλλήλων κειμένων, τα οποία προέρχονται από επίσημες ιστοσελίδες της ΕΕ επιβεβαιώνοντας, κατά συνέπεια, την καταλληλότητα και την εγκυρότητα της απόδοσης που επιλέχθηκε.

Παραμένοντας στα διαγλωσσικά προβλήματα, αξίζει να τονισθεί η περίπτωση νεολογισμού, με την οποία ήρθα αντιμέτωπη κατά την απόδοση του «co-rapporteur» ως «συνεισηγητής». Πρόκειται στην ουσία για μία νέα λεξική μονάδα, η είσοδος της οποίας στο λεξιλόγιο της γλώσσας πραγματοποιήθηκε σχετικά πρόσφατα με αποτέλεσμα να μην εμφανίζεται ακόμη αρκετά συχνά στα ελληνικά κείμενα. Μάλιστα, η νέα αυτή λέξη δημιουργήθηκε από τη

σύνθεση υπαρχουσών λέξεων με σκοπό να περιγράφονται πληρέστερα οι έννοιες της ελληνικής γλώσσας. Ο εν λόγω εμπλουτισμός της γλώσσας αποτελεί ένδειξη της γλωσσικής αλλαγής ενισχύοντας, επομένως, την άποψη ότι η γλώσσα είναι ένας ζωντανός οργανισμός που συνεχώς εξελίσσεται.

Έχοντας παρουσιάσει ένα σύνολο ορολογικών ζητημάτων, στα οποία περιλαμβάνονται κατά κύριο λόγο οι περιπτώσεις πολλαπλών αποδόσεων αλλά και νεολογισμού, πρέπει να υπογραμμισθεί ότι στο μετάφρασμα παρατηρείται σε γενικές γραμμές χρήση παγιωμένης ορολογίας (π.χ. «δημόσια συνεδρίαση» ως απόδοση του «séance publique», «εισηγητής» ως απόδοση του «rapporteur» και «κανονισμός» ως απόδοση του «règlement»). Η υιοθέτηση, λοιπόν, εδραιωμένων όρων προσδίδει έναν έγκυρο χαρακτήρα στο μετάφρασμα αυξάνοντας την αποδεκτότητά του από το κοινό-στόχος. Αυτό έχει ως αποτέλεσμα οι απαιτήσεις που προκύπτουν από τις εξειδικευμένες γνώσεις του εν λόγω κοινού να καλύπτονται μέσω της εξοικείωσής του με τους χρησιμοποιούμενους στο μετάφρασμα όρους δεδομένου ότι αυτοί έχουν ήδη καθιερωθεί στο λεξιλόγιο του κλάδου τόσο της πολιτικής όσο και της νομικής επιστήμης. Συνεπώς, έχοντας κατά νου ότι το κείμενο-στόχος απευθύνεται κυρίως σε άτομα με μία πρότερη γνώση των πολιτικών και νομικών συστημάτων καθώς και της λειτουργίας της ΕΕ, η σαφής και ακριβής μεταφορά των πληροφοριών, που είναι απαραίτητη ώστε η κατανόηση του κοινού να είναι πλήρης, μπορεί να επιτευχθεί κάνοντας χρήση των όρων που εμφανίζονται με τη μεγαλύτερη συχνότητα στα παράλληλα κείμενα. Με τον τρόπο αυτό, δεν χρειάζονται περαιτέρω αποσαφηνίσεις, οι οποίες ενδεχομένως θα κούραζαν το ελληνικό αναγνωστικό κοινό ή ακόμη και θα υποτιμούσαν τις γνώσεις του.

Καταληκτικά, στο συγκεκριμένο σημείο είναι καλό να σημειωθεί μία άλλη πτυχή καίριας σημασίας των ορολογικών ζητημάτων. Εν ολίγοις, πέρα από την υιοθέτηση στο μετάφρασμα εκείνης της απόδοσης που συναντάται πιο συχνά στα παράλληλα κείμενα, εξίσου σημαντική είναι και η συνέπεια στη χρήση της ορολογίας. Η απόδοση, δηλαδή, που θα επιλεγεί πρέπει να χρησιμοποιηθεί σε όλο το κείμενο-στόχος για λόγους ομοιομορφίας. Κάτω από τις συνθήκες αυτές, είναι προφανές ότι η επιλογή της πιο συχνής από τις καθιερωμένες αποδόσεις σε συνδυασμό με τη διατήρησή της σε όλο το κείμενο διασφαλίζει την ποιότητα του μεταφράσματος.

Εκτός από τα ορολογικά ζητήματα, ένα άλλο ζήτημα που προέκυψε κατά τη μετάφραση της εν λόγω ενημερωτικής έκθεσης αφορούσε την απόδοση στα Ελληνικά των αρκτικόλεξων του πρωτότυπου κειμένου. Για παράδειγμα, στο μετάφρασμα απαντάται η ανεπτυγμένη μορφή του αρκτικόλεξου HCR («Υπατη Επιτροπή για τους Πρόσφυγες» ως απόδοση του «Haut Comité aux Réfugiés»), επειδή είναι η πρώτη φορά που εμφανίζεται στο κείμενο. Το ανάπτυγμα, δηλαδή, του ονόματος της επιτροπής έχει ως στόχο την αποφυγή κάθε αμφιβολίας του αναγνώστη. Ταυτόχρονα, προστέθηκε παρενθετικά και το ίδιο το αρκτικόλεξο διατηρώντας, μάλιστα, την πρωτότυπη μορφή του (HCR). Αυτό οφείλεται στο ότι το συγκεκριμένο αρκτικόλεξο συνηθίζεται να γράφεται με λατινικούς χαρακτήρες και στα Ελληνικά. Με λίγα λόγια, η ξένη μορφή, ούσα ευρέως γνωστή, είναι αποδεκτή από το ελληνικό κοινό. Τέλος, πέρα από τη χρήση του καθιερωμένου αρκτικόλεξου, ένας άλλος λόγος που συνετέλεσε στην επιλογή της ξένης συντομευμένης μορφής του πολυλεκτικού

αυτού ονόματος είναι ότι η δημιουργία ενός ελληνικού αρκτικόλεξου (ΥΕΠ) όχι μόνο θα προκαλούσε σύγχυση με άλλα παρόμοια ελληνικά αρκτικόλεξα αλλά δεν θα διευκόλυνε και τον αναγνώστη κατά τη διαδικτυακή αναζήτηση πληροφοριών για τη συγκεκριμένη επιτροπή.

Προχωρώντας βαθύτερα στην περιγραφή της μεταφραστικής διαδικασίας, θα παραθέσω ορισμένα παραδείγματα που επιβεβαιώνουν την παρουσία στοιχείων προφορικότητας τόσο στο πρωτότυπο όσο και στο μεταφρασμένο κείμενο. Αναλυτικότερα, το ρήμα «faire» των Γαλλικών και αντιστοίχως το ρήμα «κάνω» στα Ελληνικά αποτελούν, σε αρκετές περιπτώσεις, το κύριο συστατικό των ρηματικών φράσεων των δύο κειμένων. Ωστόσο, τα ρήματα αυτά ανήκουν σε ένα χαμηλότερο γλωσσικό μητρώο, διότι τις περισσότερες φορές προτιμώνται στον προφορικό λόγο. Στο συγκεκριμένο γαλλικό κείμενο, όμως, ενδεχομένως να προτιμήθηκαν λόγω της πολιτικής ιδεολογίας των εισηγητών, οι οποίοι, προερχόμενοι από τον χώρο της Αριστεράς, είναι λογικό να κάνουν γλωσσικές επιλογές που, μέσω της λιτότητάς τους, καθιστούν τον λόγο προσιτό σε όλα τα κοινωνικά στρώματα. Εφόσον, λοιπόν, το πρωτότυπο χαρακτηρίζεται από προφορικότητα, αποφάσισα κι εγώ να διατηρήσω στο κείμενο-στόχος το απλό και καθημερινό λεξιλόγιο. Άλλωστε, σε ένα πληροφοριακό κείμενο, όπως αυτό που εξετάζουμε, στόχος του μεταφραστή είναι η σαφής μεταφορά του περιεχομένου και όχι η καλλιέργεια ενός υψηλού αισθητικού αποτελέσματος στους αναγνώστες.

Ένα ακόμη παράδειγμα που αποδεικνύει την ύπαρξη προφορικότητας είναι η φράση «il est bon», που αποδόθηκε ως «είναι καλό». Μάλιστα, έχοντας υπόψη ότι η συγκεκριμένη ενημερωτική έκθεση συντάχθηκε από τους εισηγητές για να διαβαστεί στην Εθνοσυνέλευση, το χαμηλό γλωσσικό μητρώο της εν λόγω φράσης όχι μόνο δεν υποβαθμίζει την ποιότητα του μεταφράσματος αλλά ενδείκνυται για την αποτύπωση του επιπέδου λόγου του πρωτοτύπου. Η προφορική, λοιπόν, ανάγνωση της έκθεσης καθορίζει την επιλογή του λεξιλογίου, η οποία επηρεασμένη από τον καθημερινό λόγο προσφέρει ζωντάνια στο μετάφρασμα, καθιστώντας το συνάμα πιο οικείο στο κοινό.

Εκτός, όμως, από την προφορικότητα που διακρίνει το συγκεκριμένο κείμενο, ένα άλλο χαρακτηριστικό του στοιχείο είναι ο μακροπερίοδος λόγος (π.χ. «C'est pour cela que nous pensons ... moyens plus étendus» και αντιστοίχως «Γι' αυτό πιστεύουμε ... πιο εκτεταμένους πόρους»). Ειδικότερα, αν και το γλωσσικό μητρώο είναι χαμηλό, ο λόγος είναι πολύ καλά οργανωμένος, γεγονός που αποδεικνύεται από την ποικιλία μεταβατικών λέξεων και φράσεων στο σύνολο του πρωτοτύπου κειμένου. Εφόσον δεν παρατηρούνται προβλήματα στη συνοχή και τη συνεκτικότητα, εύλογα ο λόγος των εισηγητών θεωρείται επιμελημένος. Επομένως, παρόλο που το κείμενο-πηγή χαρακτηρίζεται από μακροπερίοδο λόγο, η φροντισμένη σύνταξή του δεν αφήνει κανένα περιθώριο παρανόησης. Γι' αυτό, κατάφερα όχι απλώς να μεταδώσω το μήνυμα του πρωτοτύπου αλλά και να αναπαράγω με επιτυχία τον μακροπερίοδο λόγο, αφού αυτός διακρίνει το συγκεκριμένο είδος κειμένου και στα Ελληνικά.

Ωστόσο, η μετάδοση του πρωτοτύπου μηνύματος και η αναπαραγωγή του μακροπεριόδου λόγου στο μετάφρασμα δεν αρκούν για την επιτυχή έκβαση της μεταφραστικής διαδικασίας. Μόνο εάν υπάρξει παράλληλη προσαρμογή του νοήματος στις νόρμες και τις συμβάσεις της

γλώσσας-στόχος, θα μπορέσει να παραχθεί ένα αξιόλογο μεταφραστικό αποτέλεσμα. Στο πλαίσιο, λοιπόν, συμμόρφωσης με τις γλωσσικές συνήθειες των λαών, το «s'écarter» του πρωτοτύπου αποδόθηκε ως «παρέκκλιση». Εν ολίγοις, προσπαθώντας να σεβαστώ τις λεξιλογικές και συντακτικές προτιμήσεις του εκάστοτε κοινού, αντικατέστησα το ρήμα του πρωτοτύπου με ουσιαστικό στο μετάφρασμα, διότι στα Ελληνικά είναι πιο συχνή η χρήση των ουσιαστικών τη στιγμή που στα Γαλλικά σε παρόμοια γλωσσικά περιβάλλοντα κυριαρχούν τα ρήματα. Με τη μέθοδο αυτή, επεδίωξα τη φυσικότητα του μεταφράσματος ώστε να αποτραπεί κάθε περίπτωση ασυμβατότητας με τις αρχές του ελληνικού γλωσσικού πλαισίου, η οποία θα ξένιζε το κοινό-στόχος.

Τέλος, στην προσπάθεια να δημιουργηθεί ένα μετάφρασμα που δεν θα ξενίζει το ελληνικό κοινό, το «Lampedusa» του πρωτοτύπου αποδόθηκε ως «Λαμπεντούζα». Μάλιστα, το συγκεκριμένο τοπωνύμιο προτίμησα να το μεταγράψω φωνητικά, επειδή έτσι είναι γνωστό σε όλους ασχολούνται με το προσφυγικό ζήτημα. Η φωνητική απόδοση, λοιπόν, όχι μόνο δεν δυσχεραίνει την άμεση πρόσληψη του νοήματος αλλά ανταποκρίνεται και στις ανάγκες των Ελλήνων αναγνωστών.

Μετά το πέρας της διαδικασίας της μετάφρασης, πραγματοποίησα ορισμένες αξιολογικές ενέργειες. Πιο συγκεκριμένα, προχώρησα στην τελική εξέταση της επικοινωνιακής λειτουργίας του μεταφράσματος ελέγχοντας τόσο το σημασιολογικό του περιεχόμενο όσο και το γλωσσικό και υφολογικό του υπόβαθρο προκειμένου να διαπιστώσω κατά πόσο το προϊόν της εργασίας μου εκπλήρωσε τον σκοπό του. Με τις ενέργειες αυτές, ολοκλήρωσα και την επιμέλεια της μετάφρασής μου πετυχαίνοντας, έτσι, το κατά δύναμιν βέλτιστο αποτέλεσμα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

La France insoumise

Γαλλικό πολιτικό κόμμα, το οποίο ιδρύθηκε το 2016 και έχει ως ηγέτη του τον Ζαν-Λυκ Μελανσόν. Ιδεολογικά ανήκει στον χώρο της ριζοσπαστικής αριστεράς ή ακόμη και της ακροαριστεράς μερικές φορές.

La République En Marche !

Προοδευτικό κόμμα της γαλλικής πολιτικής σκηνής, που ιδρύθηκε το 2016 από τον Εμανουέλ Μακρόν, πρώην υπουργό Οικονομίας της Γαλλίας και εκλεγμένο Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας από το 2017. Μάλιστα, ο ίδιος ο Μακρόν, ο οποίος ανήκε στο *Σοσιαλιστικό Κόμμα*, έχει δηλώσει ότι το *En Marche !* είναι υπερκομματικό, αφού εκφράζει τόσο τη Δεξιά όσο και την Αριστερά.

Les Républicains

Πρόκειται για τους Ρεπουμπλικάνους, οι οποίοι αποτελούν το βασικό πολιτικό κόμμα της κεντροδεξιάς στη Γαλλία. Το εν λόγω κόμμα, που ιδρύθηκε το 2015, είναι η συνέχεια της *Ένωσης για ένα Λαϊκό Κίνημα* [*Union pour un mouvement populaire (UMP)*], η οποία είχε ιδρυθεί το 2002 από τον πρώην Πρόεδρο της Γαλλίας Ζακ Σιράκ. Τελευταίος ηγέτης της ήταν ο Νικολά Σαρκοζί, που διετέλεσε Πρόεδρος της Γαλλικής Δημοκρατίας από το 2007 έως το 2012 ενώ το 2015 ήταν αυτός που συνέβαλε στην ίδρυση του κόμματος των Ρεπουμπλικάνων. Τέλος, στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο οι Ρεπουμπλικάνοι ανήκουν στην *Κοινοβουλευτική Ομάδα του Ευρωπαϊκού Λαϊκού Κόμματος* [*Groupe du Parti populaire européen (Groupe PPE)*].

Mouvement démocrate (MoDem)

Κόμμα που εμφανίστηκε στο κέντρο της γαλλικής πολιτικής σκακιέρας το 2007. Ιδρυτής και ηγέτης του είναι ο Φρανσουά Μπαϊρού, ο οποίος στις προεδρικές εκλογές του 2017 υποστήριξε την υποψηφιότητα του Εμανουέλ Μακρόν.

Parti socialiste

Πρόκειται για το *Σοσιαλιστικό Κόμμα*, ένα πολιτικό κόμμα της γαλλικής κεντροαριστεράς. Ιδρύθηκε το 1969 ως συνέχεια του *Γαλλικού Τμήματος της Εργατικής Διεθνούς* [*Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)*]. Το 1981 ανέλαβε για πρώτη φορά την εξουσία με πρόεδρο τον Φρανσουά Μιτεράν. Το 2017, όμως, αποδυναμώθηκε λόγω της ανεπιτυχούς

διακυβέρνησης της χώρας από τον Φρανσουά Ολλάντ την περίοδο 2012-2017. Τέλος, το συγκεκριμένο κόμμα αποτελεί μέλος της *Σοσιαλιστικής Διεθνούς [Internationale socialiste (IS)]*, που ιδρύθηκε το 1951 και απαρτίζεται από σοσιαλιστικά, σοσιαλδημοκρατικά και εργατικά κόμματα από όλο τον κόσμο.

Rassemblement national

Η *Εθνική Συσπείρωση (Rassemblement national)*, όπως μετονομάστηκε το 2018 το *Εθνικό Μέτωπο (Front national)*, είναι ένα γαλλικό ακροδεξιό κόμμα, που ιδρύθηκε το 1972 από τον Ζαν-Μαρί Λε Πεν, ο οποίος αποτέλεσε τον ηγέτη του έως το 2011. Από τότε μέχρι και σήμερα, η κόρη του τελευταίου, Μαρίν Λε Πεν, έχει αναλάβει την αρχηγία του κόμματος, που απέκτησε σταδιακά μεγάλη δύναμη. Βασικά στοιχεία της πολιτικής του είναι ο οικονομικός προστατευτισμός και η αντίθεση στη μετανάστευση ενώ, ταυτόχρονα, προωθούνται ο ρατσισμός και η ξενοφοβία.

ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ

Βικιπαίδεια. (2021). *Εθνική Συσπείρωση (Γαλλία)*. Ανάκτηση από [https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%95%CE%B8%CE%BD%CE%B9%CE%BA%CE%AE%CE%A3%CF%85%CF%83%CF%80%CE%B5%CE%AF%CF%81%CF%89%CF%83%CE%B7_\(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1\)](https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%95%CE%B8%CE%BD%CE%B9%CE%BA%CE%AE%CE%A3%CF%85%CF%83%CF%80%CE%B5%CE%AF%CF%81%CF%89%CF%83%CE%B7_(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1))

Βικιπαίδεια. (2020). *Οι Ρεπουμπλικανοί (Γαλλία)*. Ανάκτηση από [https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%9F%CE%B9_%CE%A1%CE%B5%CF%80%CE%BF%CF%85%CE%BC%CF%80%CE%BB%CE%B9%CE%BA%CE%B1%CE%BD%CE%BF%CE%AF_\(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1\)](https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%9F%CE%B9_%CE%A1%CE%B5%CF%80%CE%BF%CF%85%CE%BC%CF%80%CE%BB%CE%B9%CE%BA%CE%B1%CE%BD%CE%BF%CE%AF_(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1))

Βικιπαίδεια. (2020). *Σοσιαλιστικό Κόμμα (Γαλλία)*. Ανάκτηση από [https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%A3%CE%BF%CF%83%CE%B9%CE%B1%CE%BB%CE%B9%CF%83%CF%84%CE%B9%CE%BA%CF%8C_%CE%9A%CF%8C%CE%BC%CE%BC%CE%B1_\(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1\)](https://el.wikipedia.org/wiki/%CE%A3%CE%BF%CF%83%CE%B9%CE%B1%CE%BB%CE%B9%CF%83%CF%84%CE%B9%CE%BA%CF%8C_%CE%9A%CF%8C%CE%BC%CE%BC%CE%B1_(%CE%93%CE%B1%CE%BB%CE%BB%CE%AF%CE%B1))

EUR-Lex. *Λίγα λόγια για το EUR-Lex*. Ανάκτηση από <https://eur-lex.europa.eu/content/welcome/about.html?locale=el>

Nord, Christiane (2014). *Η Μετάφραση ως στοχευμένη δραστηριότητα* (Μετάφραση-Προσαρμογή Σ. Γραμμενίδης, Δ. Λάμπρου). Αθήνα: Διάυλος.

Wikipédia. (2021). *La France insoumise*. Récupéré sur https://fr.wikipedia.org/wiki/La_France_insoumise

Wikipédia. (2021). *La République en marche*. Récupéré sur https://fr.wikipedia.org/wiki/La_R%C3%A9publique_en_marche

Wikipédia. (2021). *Mouvement démocrate (France)*. Récupéré sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_d%C3%A9mocrate_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_d%C3%A9mocrate_(France))